



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
28 juin 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du mercredi 28 juin 2017.

Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de bien vouloir faire l'appel. Et avant de passer à l'ordre du jour, je vous donnerai un certain nombre d'informations importantes pour le Conseil.

Mademoiselle BODKIN.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Le quorum étant largement atteint, nous allons pouvoir délibérer. Avant de passer à l'ordre du jour et de vous donner des informations classiques, je voudrais porter à votre connaissance un certain nombre de courriers et de correspondances que j'ai reçus et qui intéressent la vie de la Métropole de Montpellier. Tout d'abord, je vous fais part du courrier que j'ai reçu de la Fédération française de rugby, nous indiquant que Montpellier ne pourra pas être retenu comme site pour la Coupe du monde de rugby en 2023, en raison du caractère inondable du stade de la Mosson ; dans la mesure où la compétition se déroule au mois d'octobre, au moment des pluies automnales, il n'y a pas la possibilité de prendre quelque risque que ce soit sur la tenue des matchs, [nous fait-elle savoir]. Ainsi, la Métropole de Montpellier n'est pas retenue par la fédération. Voilà une cause supplémentaire de transférer le stade. J'ai reçu un courrier de remerciement émanant du club de football de Béziers, qui avait la possibilité de monter en 2^{ème} division. Mais pour monter en 2^{ème} division, il fallait qu'il puisse faire montre d'équipements sportifs adaptés. Or, à Béziers, le terrain de football n'était pas compatible. Donc, il a demandé à Montpellier de se porter garant du fait que pendant les travaux, il puisse utiliser les installations montpelliéraines, accord que j'ai donné. Par ailleurs, dans un courrier du ministère de l'Intérieur, celui-ci reconnaît l'état de catastrophe naturelle pour les communes sinistrées, lors des orages de grêle du 17 août 2016 ; il s'agit d'un courrier officiel du ministère. Un courrier du Conseil régional indique l'approbation des deux protocoles d'accord relatifs au financement du contournement Ouest et de la déviation de la route nationale 113. Enfin, par un courrier du ministère de l'Intérieur, ce dernier accepte la création de la deuxième Maison de la Justice et du Droit, à Lattes. Voilà les quelques courriers que je voulais vous citer en début de séance.

J'ai également reçu plusieurs courriers concernant l'aspect politique de notre assemblée. J'ai reçu le courrier du maire de Saint Georges d'Orques, Jean-François Audrin, par lequel il démissionne de ses fonctions de Vice-président – je lui donnerai la parole s'il le souhaite. J'ai également reçu un courrier annonçant la constitution du groupe politique La République en Marche et Apparentés, présidé par Abdi El Kandoussi, avec les noms des élus qui participent au groupe. Je sais, d'autre part, que d'autres groupes sont en cours de constitution. Ils rejoindront les groupes déjà existants. Il s'agit du groupe des Républicains, constitué à l'origine par Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE et Perla DANAN. Le groupe Front national était, quant à lui, constitué à l'origine de France JAMET et de Djamel BOUMAAZ. Mais ils se sont séparés, entraînant la fin du groupe – il faut être deux pour faire un groupe. Enfin, le groupe des Libres et Humanistes est constitué des Mesdames Sabria BOUALLAGA et Anne BRISSAUD et de Monsieur Eric PETIT. Il existe donc déjà trois groupes constitués à la Métropole de Montpellier.

Si Monsieur AUDRIN veut dire un mot.

Jean-François AUDRIN

Merci Monsieur le Président. Il y a plusieurs mois, lorsque j'ai été élu au Conseil régional, je suis venu vous voir, en considérant qu'ayant été élu dans un organe politique, j'appartenais à un groupe politique, et qu'il était opportun de vous présenter ma démission. A ce moment-là, vous m'aviez dit d'attendre et de voir comment les choses évoluaient. Aujourd'hui, Monsieur le Président, vous créez un groupe politique. J'ai donc proposé de démissionner de mes fonctions de Vice-président à la biodiversité à la culture scientifique, pour deux raisons principalement, comme je l'ai évoqué dans la presse. La première, c'est que nous travaillons depuis des années au sein de cette Métropole et à l'Agglomération auparavant, en dépolitisant complètement le débat. A aucun moment, il n'a été question de politique partisane ; nous avons fait un travail fantastique, et j'en suis tellement heureux. Deuxième raison : si je devais appartenir à un groupe politique, j'appartiendrais à un groupe politique en accord avec les convictions que je porte depuis des années. Je voudrais revenir sur un entretien que nous avons eu tous les deux. Vous m'avez clairement dit

que vous alliez créer un groupe avec des apparentés et vous m'avez clairement proposé de faire partie de ces apparentés. J'ai pris la décision de refuser, parce que, mes convictions étant ce qu'elles sont, il ne m'était pas possible d'appartenir à la fois à un groupe En Marche et à un groupe Les Républicains, ou en tout cas de droite et de divers droite. Quoi qu'il en soit, j'en profite ce soir pour remercier l'ensemble des conseillers de Métropole qui ont validé la quasi-totalité des décisions prises en commission. Je voudrais aussi remercier les membres de ma commission avec lesquels nous avons travaillé durement pendant ces mois – nous avons obtenu des résultats qui sont étonnants. Je voudrais enfin remercier l'ensemble des membres des services qui ont beaucoup travaillé pour avancer dans nos projets. Nous avons fait un travail fantastique, j'ai adoré ce que j'ai fait durant ces mois précédents ; vous allez clairement me manquer. Merci à vous tous.

Monsieur le Président

Merci Monsieur AUDRIN. Je vous remercie pour la clarté et l'honnêteté de vos propos, par rapport aux échanges que nous avons eus.

Je vous propose de passer à l'ordre du jour. D'abord, je vais donner la parole à Chantal MARION qui a reçu un magnifique trophée en notre nom, celui des industries culturelles et créatives.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, dans le cadre du Sommet Infrastructures, Aménagement du territoire et Immobilier, la revue économique *Décideurs* a lancé un prix sous forme de deux catégories : catégorie « petite ville » et catégorie des villes de plus de 150 000 habitants. Nous avons postulé à ce prix de l'innovation et nous avons effectivement obtenu un trophée d'or. Cela s'est déroulé à Paris, après un oral auquel nous avons participé. Toulouse était également présent. Mais c'est la Métropole qui a reçu ce prix pour le projet de l'EAI, alors que la conférence de presse n'a pas encore eu lieu – celle-ci n'a lieu que vendredi – et pour ce que nous avons décidé de faire avec les ICC (Industries Culturelles et Créatives). Il s'agit surtout d'un prix pour les établissements publics de coopération intercommunale. Je vais vous remettre ce prix, Monsieur le Président, même s'il a mal voyagé ; il s'est cassé dans des mains. Il ne faut pas se blesser, parce qu'il est en verre.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Chantal. Vous savez que nous avons commandité un audit de l'Office du tourisme de Montpellier, avant son passage en Métropole, pour faire le bilan. Nous avons mandaté le cabinet KPMG. Donc, je donne la parole à Catherine BELRIVO DEMAY, qui va nous faire l'exégèse du travail qu'elle a accompli avec l'ensemble des services KPMG sur les éléments comptables et administratifs de l'Office du tourisme.

Catherine BELRIVO DEMAY

Merci Monsieur le Président. Bonsoir à tous. Catherine DEMAY, de KPMG. Je vais vous présenter ce soir une synthèse des travaux qui ont été réalisés dans le cadre de l'étude pour laquelle nous avons été mandatés. Ces travaux se sont déroulés l'année dernière et portent sur une mission d'audit externe de l'Office de tourisme de Montpellier. Il s'agit d'un audit organisationnel et financier. Concernant les objectifs de la mission qui nous a été confiée, il s'agissait de disposer d'une analyse critique et rétrospective de l'organisation et du fonctionnement général de l'office, d'une analyse de l'évolution des grandes masses financières sur la période 2010-2015, et d'une appréciation des modalités de mise en œuvre de l'action publique locale en matière d'action touristique, avec une perspective des enjeux de développement.

Un point préalable sur le périmètre des missions de la structure et sur le cadre partenarial avec la collectivité : l'Office de tourisme de Montpellier exerce des missions dans le cadre des statuts et de la convention avec la Métropole, des missions régaliennes et complémentaires. Il s'agit des missions traditionnelles d'accueil, d'information et de promotion-communication de la structure et de la destination « Montpellier Métropole », d'actions de mise en marché et de commercialisation et d'une mission de fédération et d'animation du réseau des professionnels de la destination, avec une contribution à la mise en œuvre du projet touristique du territoire. Ces missions sont définies dans des statuts qui ont été actualisés en 2015. Une convention de partenariat avec la Métropole est posée depuis 2015 : elle définit le cadre et les modalités dans lesquels est subventionnée l'association. Le cadre des missions telles que je vous les ai indiquées est bien précisé dans la convention. En revanche, il existe un volet plus stratégique relatif aux orientations et aux objectifs de développement attendus par la collectivité et sa déclinaison clairement opérationnelle pour l'office (assortie d'indicateurs d'évaluation) qu'il s'agit aujourd'hui de travailler et de compléter.

Donc, premier élément de constat : il est un cadre partenarial en construction, qu'il s'agit d'affirmer et de consolider, sachant qu'il existe un office de tourisme métropolitain depuis le 1^{er} janvier 2016 et que la création d'une direction du tourisme et de l'international à la Métropole a été posée en 2016. Donc, premiers éléments de constat : un cadre partenarial en construction et une répartition des rôles entre les acteurs à réinterroger et à compléter.

Premier point synthétique sur l'analyse des missions, des ressources et du niveau d'activité de la structure : sur la période 2010-2015, que vous pouvez observer à travers les chiffres relatifs aux ETP et aux moyens humains affectés à la structure, il y a une relative stabilité des effectifs avec sur la période considérée, un faible niveau d'évolution annuelle (2015 : 33,2 ; 33,5 ETP). Comment ces effectifs se décomposent-ils ? Nous disposons d'un éclairage sur la répartition des effectifs entre les fonctions opérationnelles et les fonctions supports et administratives de la structure. En effet ; nous constatons qu'il existe une mobilisation cohérente des moyens humains sur les fonctions opérationnelles à hauteur de 85% des ETP et de 80% des charges de personnel et une part contenue sur les fonctions administratives générales (15%). Pour aller plus loin, en termes de dépenses de personnel, cela suit la même évolution que la répartition des effectifs en ETP : nous voyons que les missions d'accueil, d'information, de communication et de commercialisation concentrent les charges de personnel, là aussi de façon assez cohérente. En revanche, nous constatons une affectation plus en retrait sur la gestion du bureau des congrès et de la promotion, en termes de moyens humains et de charges de personnel.

Un *focus* sur les différentes missions : la mission d'accueil et d'information, qui est la mission traditionnelle des offices de tourisme, qui aujourd'hui se diversifient vers d'autres activités, évolue dans sa configuration, au regard des pratiques des visiteurs. Concernant les moyens humains, nous avons une évolution relativement stable des effectifs. Il s'agit d'une ouverture élargie, puisque l'office est ouvert quasiment toute l'année (à deux jours près). Les effectifs en l'état nous paraissent suffisants pour couvrir l'amplitude d'ouverture et la couverture territoriale des points d'accueil. Ces effectifs peuvent être mis en regard des données d'activité, qui se révèlent plus contrastées sur la période 2010-2015. En effet, nous observons une baisse de ces indicateurs et de la fréquentation traditionnelle, concernant le nombre de demandes traitées au comptoir ou reçues par correspondance, mais un développement de l'accueil numérique, conforme à l'évolution des pratiques des visiteurs. Globalement, les effectifs sont stables, mais [la fréquentation] de l'accueil baisse en termes de visiteurs physiques ou à distance, avec une évolution du numérique. Donc, les points de vigilance portent, à notre sens, sur la mobilisation aujourd'hui et demain des ressources sur cette fonction d'accueil, mais aussi sur l'animation du territoire métropolitain. Avec l'évolution territoriale et du périmètre d'intervention de l'Office de tourisme, l'accueil tout comme les autres missions de l'office doivent embrasser l'ensemble du territoire, en termes de ressources touristiques ; nous voyons que des marges de progression sont possibles sur les points d'accueil de Montpellier, mais aussi de Villeneuve, de Lattes et de Castries qui ont été repris en gestion, lors du transfert de compétences en 2015. Nous pouvons dire que la question d'un schéma d'organisation de l'accueil touristique mérite d'être posée pour essayer d'avoir une vision un peu plus pérenne et prospective des effectifs et des besoins réels sur les points d'accueil du territoire. Il est donc un enjeu de développement pour l'accueil à renforcer sur l'accueil numérique (l'accueil hors les murs, avec ces points d'accueil notamment) et sur l'activité commerciale de l'accueil, parce que l'accueil a une fonction de conseil et de mise en marché de l'offre avec des ventes sur site qui aujourd'hui sont très importantes ; il s'agit de contribuer à mettre en marché l'offre et de diversifier les sources de financement de l'office, avec une activité commerciale qui devrait être en progression.

Je poursuis sur les missions de promotion et de communication, missions prioritaires et transversales de l'office sur lesquelles interviennent plusieurs services aujourd'hui. Vous voyez que les moyens sont très concentrés. Il s'agit de la promotion *stricto sensu*, du bureau des congrès, qui est une structure jeune créée en 2012, et de la communication. Sur cette fonction, le dimensionnement des effectifs apparaît plutôt globalement resserré, avec la montée en puissance de l'activité du bureau des congrès, à mettre en regard par ailleurs. En effet, des projets accompagnés sont en progression depuis 2012. Sur ce point-là, la prise en compte de la dimension métropolitaine est un point essentiel d'enjeu pour la conduite et le développement des missions liées à la promotion et à la communication. Cela veut dire concrètement qu'une diversification des actions de promotion (pour promouvoir l'ensemble du territoire) a été amorcée avant même la prise de compétence par l'office. Aujourd'hui, il s'agit de la renforcer. Cela veut dire que l'accroissement d'activité doit être porté sur une offre plus élargie, des contenus à développer sur le site de communication et des actions de communication à renforcer sur le territoire élargi. En parallèle, sur la question de l'adéquation entre les moyens et les missions, nous observons que le renfort de ressources a pu être mobilisé sur la mission de communication.

Par ailleurs, les ressources sont en progression sur le bureau des congrès. En effet, s'il est un point d'enjeu, c'est de mettre l'accent sur la promotion du tourisme d'affaires, en reconfigurant et en accentuant la transversalité entre les équipes sur cette fonction.

Je poursuis sur la commercialisation, puisque l'office commercialise des offres de visites guidées et des offres de produits pour les individuels et les groupes. Il s'agit d'une fonction intéressante en termes de mise en marché de l'offre territoriale élargie et de recettes pour l'office. Nous constatons que les ressources sont plutôt stables en termes d'effectifs sur cette fonction-là. L'activité de commercialisation s'est bien structurée et développée sur la période récente : tel est l'enjeu à poursuivre aujourd'hui en termes de valorisation de l'offre du territoire, qui est fixé par la gouvernance de l'office. Donc, une inflexion sur la commercialisation a été amorcée sur la période récente et doit se traduire dans les objectifs de développement de l'office, de façon encore plus marquée. Par ailleurs, les indicateurs d'activité sont en progression sur la commercialisation des visites sur la période récente : comme vous le voyez en bas de tableau, sur la période 2010-2015, les indicateurs progressent, avec un chiffre d'affaires visites qui a augmenté de plus de 50% entre 2013 et 2015, donc une progression relativement récente ; en revanche, l'activité est un peu plus limitée sur la centrale de réservations en termes d'offres. Aujourd'hui, le dimensionnement des effectifs sur la commercialisation apparaît stabilisé. Encore une fois, à notre sens, la prise en compte de la dimension métropolitaine doit être poursuivie et amplifiée. Il est toujours délicat de faire le lien, de mesurer l'impact direct des actions de promotion ou de commercialisation sur le niveau de remplissage de la destination, parce que d'autres facteurs influent (hébergements et activité des professionnels, démarches des professionnels et des privés, facteurs conjoncturels liés à la destination). Nous observons tout de même que la fréquentation de la destination tend plutôt à se stabiliser. La corrélation directe avec les actions de promotion de l'office n'est pas évidente à valoriser à ce jour. La tendance est plutôt à la stabilisation, voire à une légère augmentation à venir. En tout cas, sur la période considérée, l'activité en termes de nuitées et de niveau d'occupation hôtelière était plutôt stable. De ces actions commerciales et de communication, il ressort que l'enjeu porte, à notre sens, sur le développement des collaborations et des échanges entre les techniciens au sein de l'office. Les équipes sont assez structurées sur la promotion et sur la commercialisation-communication. Il s'agit aujourd'hui d'être davantage dans la synergie, afin d'être un peu plus catalyseurs et moteurs en termes d'activités commerciales. Donc, l'enjeu porte sur la transversalité de collaboration entre les équipes. Voilà pour ce qui concerne les missions, avec globalement, une stabilisation des effectifs sur la période récente. Nous allons nous pencher, en regard, sur les indicateurs financiers clés, au-delà des moyens humains et des indicateurs d'activité.

Quelques mots sur la situation financière de l'office. Commençons par les produits. L'analyse est portée sur la période 2010-2015. Globalement, les produits connaissent une progression globale de plus de 19% sur la période, pour atteindre un peu plus de 2,7 M€. Comme je le disais tout à l'heure, cette progression est en corrélation avec le développement de l'activité commerciale ; le dynamisme des produits de l'activité est lié aux visites, à la boutique et à l'animation commerciale (en hausse de 70% sur la période). Donc, une hausse des recettes commerciales et des ressources propres. Les ressources demeurent néanmoins principalement constituées des subventions. Malgré tout, il y a une baisse de la part des subventions dans les recettes de la structure (82% en 2010, 74% en 2015). Donc, la structure des recettes évolue vers une diversification sur l'activité commerciale. Concernant l'analyse des principaux postes de charges sur lesquels nous avons porté une attention plus particulière, les charges progressent sur la période ; comme vous le voyez, les frais de fonctionnement progressent globalement sur la période 2010-2015 (17%) ; ils progressent à un rythme légèrement moins soutenu que les produits. Ils représentent en volume 97% des produits de l'office. Donc, premier point de constat : une progression des frais de fonctionnement en deçà de celle des produits. Principaux postes de charges que nous pouvons relever : les charges de personnel représentent, vous le voyez, à peu près 50% des charges de fonctionnement, soit un niveau proche du ratio moyen observé sur des offices. Nous sommes dans la moyenne des offices de catégorie similaire, c'est-à-dire des offices structurées de destination urbaine en catégorie 1 – nous sommes plutôt dans la tranche haute. La sous-traitance, qui est très liée aux prestations de visites guidées notamment, représente 18% des frais de fonctionnement, et les autres charges externes sont en retrait par rapport à 2010. Nous avons relevé des variations et des fluctuations importantes sur les locations et les déplacements, en fonction des missions de promotion et de communication et du plan d'action annuel qui est porté par l'office.

Nous avons réalisé un *focus* sur les charges de personnel, qui représentent à peu près 50% des charges de fonctionnement, avec une tendance d'évolution sur 2010-2015. Ce focus a nécessité quelques retraitements, puisque les charges de personnel incluaient jusqu'à 2012 les prestations de visites guidées qui étaient sous-

traitées à des prestataires externes ; nous les avons retraitées dans un souci de comparaison, à des fins d'homogénéité avec la période 2013-2015, ce qui nous a permis de définir une progression des charges de personnel de 227 000 € sur la période, avec néanmoins une stabilisation en 2015.

Autre point à noter : les charges de personnel extérieures ont été retraitées ; comme je le disais, les prestations de visites guidées qui sont plutôt des charges relevant de la sous-traitance, ont été repositionnées sur ce poste-là. Elles correspondent au coût total de la mise à disposition par la Ville de Montpellier d'un agent, sur la période 2011-2012.

En corollaire, nous avons réalisé un *focus* sur des missions ponctuelles conduites sur la période, en lien avec les missions traditionnelles que je vous ai présentées. Deux missions ponctuelles ont par ailleurs été engagées par l'office sur la période. Première mission : une réflexion sur la période 2011-2012 relative à gouvernance et à la mutualisation des moyens entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération dans le secteur touristique, et au rôle et au positionnement de l'Office de tourisme dans ce cadre. Elle est antérieure à la période de transfert de compétence, qui a été effectif en 2016. Pour cette mission, un agent a été mis à disposition de l'office sur la période indiquée, pour un coût total de mise à disposition de 82 000 €. Une deuxième mission ponctuelle a été menée en 2013-2014 pour le développement de la filière *friendly* à Montpellier, pour laquelle a été recruté un agent en contrat déterminé sur la période d'avril 2013 à mars 2014 en télétravail, pour un coût total de 40 000 € pour ce contrat. Pour terminer sur ce *focus*, nous avons plus spécifiquement analysé les travaux et les conclusions qui ont été produites par l'office et les personnels dans le cadre de ces missions. En synthèse, comme vous le voyez, le bloc de gauche correspond à la première mission sur la gouvernance et l'évolution de l'office et le bloc de droite, au développement de la filière *friendly* à Montpellier. Sur ces deux missions, nous avons relevé les rapports d'activités, les notes de synthèse et compte rendus qui ont pu nous être fournis par l'office, et qui conservent en substance un caractère relativement succinct. Concernant la première mission, vous avez une liste des rapports et notes de synthèse, des rapports synthétiques sur les éléments d'analyse concernant la gouvernance de l'office incluant des comptes rendus de destination et de *benchmark* sur d'autres offices, un projet de cahier des charges pour une mission-définition de la stratégie touristique du territoire qui avait été mené dans le cadre de cette mission, et des éléments d'activités par rapport à des recherches documentaires. En revanche, aucun autre compte rendu de réunion ou d'activité ou extrait d'agenda n'a pu nous être transmis. Il peut être intéressant de faire le lien avec la suite donnée à ces missions. Ici, pas de suite opérationnelle donnée dans le prolongement, jusqu'au transfert effectif de la compétence, qui est devenue compétence obligatoire de la Métropole, avec un effet au 1^{er} janvier 2016 (mise en œuvre de l'Office de tourisme métropolitain). Sur le développement de la filière *friendly* à Montpellier, vous avez un recensement des notes et rapports d'activités tels qu'ils ont pu nous être produits : [figurent] un rapport synthétique sur l'analyse de la filière et de ses enjeux, des éléments d'activités plus techniques concernant les actions de promotion et de communication qui ont pu être menés dans ce cadre (actions sur un support média spécialisé suivies d'un accueil presse, participation à un salon spécialisé). Un projet de plan d'action a été mené par ailleurs, et quatre comptes rendus d'activités ont pu nous être fournis sur la période de juin 2013 à janvier 2014. En revanche, aucun compte rendu ultérieur à cette date n'a pu nous être communiqué. Le travail qui a été mené sur cette mission s'inscrivait à l'époque dans le cadre d'une filière complémentaire à développer, en lien avec le positionnement de Montpellier. Aujourd'hui, la filière est inscrite dans le positionnement général de la destination et ne fait pas l'objet de plan d'action plus spécifique. Voilà pour le *focus* sur ces missions et la conduite qui a été réalisée par les personnels afférents.

Je terminerai sur la situation financière par un point plus global sur le résultat. Vous voyez que le résultat est très fluctuant sur la période étudiée (2010-2015). Cela est lié à des éléments ponctuels d'activité, en retrait ou, au contraire, en hausse. Ainsi, nous observons en 2012 une forte hausse des produits, liée à une augmentation des subventions de 137 000 € sur cette période et, dans une moindre mesure, au produit des recettes commerciales de 25 000 €. En revanche, le déficit en 2014 est lié à des charges spécifiques à des provisions sur les comptes de 2014 et à une augmentation des charges de location. De nouveau, une situation excédentaire semble se confirmer en 2015, avec une nette évolution des produits d'activités, à corréliser avec la tendance à la diversification en termes de recettes commerciales, tendance qui doit être poursuivie aujourd'hui et qui correspond, à notre sens, à un réel enjeu de développement. Voilà pour les éléments de synthèse sur l'activité et sur la situation financière de l'office. Globalement, la situation est saine, avec des évolutions tendanciellées qui sont liées soit à des missions ponctuelles, soit à des évolutions d'activité, notamment sur les produits. Il est intéressant de relever l'évolution à la hausse de la recette commerciale sur la fin de la période étudiée.

Je conclurai avec quelques points d'enjeu qui ouvrent la réflexion à partir de ces éléments de constat. Comme je le disais à l'instant, en termes de situation financière, les ressources sont plutôt bien maîtrisées

sur la période. Il en va de même pour les effectifs, en dehors des quelques évolutions que je viens d'évoquer. Globalement, sur la période et surtout à la fin de 2015, nous avons une tendance au maintien et à la stabilisation.

La question qui se pose aujourd'hui est celle de l'efficacité et du redéploiement éventuel des moyens, au regard des objectifs que l'on veut donner à la structure et du développement touristique de la destination. Jusqu'en 2014, l'office était plutôt dans une situation relativement autonome, avec des actions portées et proposées par ce dernier, toujours dans le cadre d'une convention. Des choses ont été précisées à partir de 2015. Nous voyons néanmoins aujourd'hui que l'enjeu est important : il s'agit d'affirmer un projet de développement touristique stratégique conforme aux ambitions de la Métropole sur le territoire élargi (Montpellier et territoire métropolitain) qui donnerait une vision à la fois centrée sur le développement économique et sur le positionnement à l'international. Donc, un besoin de projet à définir et à poser conjointement. L'office est un acteur majeur mais pas unique sur le développement touristique qui, par essence, est une filière très transversale avec des liens très marqués sur le développement économique, sur l'aménagement. Un ensemble d'acteurs est mobilisé et doit être mobilisé de manière cohérente et coordonnée pour réussir ce projet. Les acteurs économiques sont, pour certains, dans la structure, en tant qu'adhérents. Au-delà de cette situation de membre et d'adhérent, la question est de mobiliser sur un projet à partir duquel l'office aura à mettre en œuvre des actions. Il devra être défini de façon conjointe à l'échelle de la destination élargie. Je vous en ai dit un mot en introduction : l'évolution récente a fait bouger les lignes, avec la dimension métropolitaine de l'office et la création d'une direction du tourisme international au niveau de la Métropole. Pour nous, l'enjeu porte bien sur la définition et le cadre partenarial à poser entre la collectivité, les partenaires économiques et l'office, en lien avec un projet à porter et à mener. Les moyens humains sont globalement cohérents aujourd'hui ; ils permettent d'absorber les activités telles qu'elles sont posées aujourd'hui. Il faudra peut-être ajuster à la marge certains points ou reconfigurer des moyens, notamment sur les dimensions promotion et promotion de la filière « tourisme d'affaires ». Les moyens devront peut-être être renforcés sur ce volet-là. La question de la dynamique économique et de l'attractivité devra être posée, question sur laquelle l'office devra être en maîtrise d'œuvre, afin de redéfinir des actions dans un cadre communautaire posé avec la collectivité. J'en ai terminé avec la synthèse.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Bien entendu, le rapport d'audit est à la disposition des élus, s'ils le souhaitent. Je vous remercie beaucoup. Vous avez pu voir que l'Office de tourisme est désormais sur de bons rails, puisque la courbe est ascendante. Merci beaucoup, et merci à KPMG.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR MODIFICATIF

Monsieur le Président

Je reprends l'ordre du jour qui comporte 96 affaires. L'affaire 19 ayant été retirée, nous examinerons 95 affaires. Je fais voter l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Il est adopté.

L'ordre du jour est adopté (1 abstention).

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 17 MAI 2017

Monsieur le Président

Affaire n°2, vous avez pris connaissance du procès-verbal du 17 mai 2017. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du mercredi 17 mai 2017 est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3, synthèse des décisions. Il s'agit là de prendre acte. Pas de demandes d'intervention ? Je passe à l'affaire suivante.

M. J.P GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. DARDE.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2016 - APPROBATION

Monsieur le Président

La parole est à Max LEVITA.

Max LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais examiner avec vous le compte administratif de l'année 2016. Il a pour objectif de présenter les équilibres financiers de la collectivité et de dresser le bilan des réalisations de Montpellier Méditerranée Métropole. Comme vous avez pu le voir, l'année 2016 marque un cap nouveau pour la Métropole, un an après sa création : elle traduit le passage en gestion de plein exercice, de l'ensemble des compétences qui lui ont été transférées. 2015 a été une année de transition, puisque les communes ont poursuivi l'exercice de leurs compétences pour le compte de la Métropole. Donc, nous avons vécu un changement majeur qui a modifié en profondeur non seulement le rôle et les missions de la Métropole, mais aussi ses structures et ses volumes budgétaires. Dès lors, mes chers collègues, j'en suis désolé, mais vous ne pouvez pas faire de comparaisons entre l'année 2016 et l'année 2015 ; vous ne pourrez pas davantage faire de comparaisons entre l'année 2017 et l'année 2016, du fait du transfert des compétences du Département ; de même, nous ne pourrions pas faire de comparaisons en 2018, par rapport à 2017. Donc, il faudra attendre 2019 pour que nous puissions comparer avec 2018, à condition que d'autres compétences ne nous soient pas transférées.

La mise en œuvre de ce projet de territoire n'a été possible qu'à travers des efforts de gestion rigoureux garantissant la trajectoire financière de la Métropole, alors même que, conformément aux engagements pris, aucune augmentation de la fiscalité n'a été appliquée depuis le début du mandat. Le tableau que vous avez sous les yeux montre les éléments essentiels d'analyse du compte administratif. Nous avons contribué au redressement des finances publiques, comme l'atteste la diminution de 10,8 M€ par rapport à 2016, soit une perte cumulée de 43 M€ depuis le début du mandat ; vous savez que notre perspective est de les réduire de 178 M€ au cours du mandat. L'augmentation du nombre des agents pour l'exercice des nouvelles compétences de la mutualisation... Montpellier Métropole a fait le choix des efforts de gestion qui se traduit par un contrôle des dépenses de fonctionnement (+ 1,9% au budget principal, - 1% sur l'ensemble des budgets consolidés). La baisse des charges à caractère général est de 3%. Nous avons préservé la stabilité et la fiscalité des ménages et des entreprises, puisque le taux de fiscalité est de 0% depuis 2014, conformément à nos engagements. Je suis désolé d'affirmer ce point, mais si je ne le fais pas, personne ne le fera. Par ailleurs, certains peuvent avoir l'impression que cette opération est facilement réalisable. Mais l'ensemble des Vice-présidents sont là pour attester que cela est beaucoup plus compliqué à réaliser qu'à dire. Néanmoins, nous avons conservé notre capacité à investir au bénéfice du territoire : 108 M€ hors dette ont été investis sur la période 2016. Sur le tableau que vous allez avoir sous les yeux, qui retrace la synthèse des équilibres du compte administratif 2016, vous noterez que les intérêts versés dus à nos emprunts ont atteint la somme de 11,1 M€, que nous avons remboursé 22,4 M€ d'emprunts, les emprunts nouveaux s'élevant à 16,5 M€, ce qui veut dire que nous sommes sur une trajectoire de désendettement. Les emprunts se sont élevés à 16 M€, somme à comparer aux dépenses d'équipement (75,2 M€). Donc, nous autofinançons une bonne partie de nos investissements. Il s'agit là du budget principal. La même observation prévaut en ce qui concerne l'ensemble des budgets consolidés. Les intérêts atteignent 25,9 M€. Nous remboursons 55 M€ du capital de la dette et nous empruntons 27 M€. Donc, nous sommes dans une démarche de désendettement, l'épargne brute s'élevant à 131 M€. Le résultat de clôture de l'exercice s'élève à 40 M€. Nous en parlerons dans le cadre du budget supplémentaire.

Concernant le dossier qui vous a été remis, la part des dépenses de personnel a été notablement impactée par les transferts de compétences, ce qui conduit à un changement de nature des missions de la Métropole. En effet, cela a renforcé considérablement nos interventions publiques de proximité. Ceci se traduit par une forte augmentation du nombre de nos agents qui sont 1 872, au 31 décembre 2016. En aparté, quand je suis rentré à la Métropole – au district, à l'époque –, il y a très longtemps, il y avait sept salariés. Mais les compétences ont été élargies et le nombre de communes a considérablement augmenté. Dans le texte que vous avez, mais qui n'est pas projeté, nous avons indiqué les charges à caractère général, qui ont baissé de 3% en 2016, les principales charges (énergie, eau, carburants) qui représentent une facture de 10,6 M€, les frais de maintenance, l'entretien et la réparation des voiries jusqu'aux études et recherches. La contribution

financière à TaM s'élève à 59,8 M€, en baisse de 3,5% par rapport à 2015. Les subventions aux associations s'élèvent à 32,2 M€ ; à l'attention de Monsieur Hervé Martin qui suit cela avec attention, elles sont en augmentation. Les charges financières consolidées ont augmenté de 1,8% en 2016.

Les dépenses de fonctionnement, que vous voyez projetées, ont été maîtrisées puisque pour le budget principal, elles représentent 342 M€ (en augmentation de 1,9%) et pour les budgets consolidés, 431€ (en diminution de 1%).

Concernant les recettes, 61% des recettes sont issues de la fiscalité directe. Je vous rappelle que nous avons une taxe d'habitation, un foncier bâti, un foncier non bâti et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, ce qui représente 131 M€, soit 40 % de la fiscalité directe. Les entreprises payent la cotisation économique territoriale, la taxe sur les surfaces commerciales, l'IFER, la contribution dite « versement transport » et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, ce qui représente 200 M€, soit 60% de la fiscalité directe. L'engagement de ne pas augmenter les taux a été tenu. La structure des recettes montre la répartition entre les impôts des ménages (30%) et les impôts des entreprises (35%).

Monsieur le Président

0% d'augmentation des taux, et nous sommes au quatrième exercice ! Je le dis à l'attention de ceux qui affirmaient que nous n'y arriverions pas et que nous allions rompre notre parole d'engagement en cours de mandat.

Max LEVITA

En 2016, nous avons contribué à la remise en état des comptes de la nation, avec un prélèvement supplémentaire de 10,8 M€ en 2016 qui a pesé sur notre dotation globale de fonctionnement. Les recettes issues de la péréquation : le tableau que vous avez sous les yeux montre l'évolution des dotations de l'Etat. Vous pouvez noter que la baisse n'est pas compensée par le fonds de péréquation. Nous avons également indiqué dans le dossier, la répartition des produits des services, depuis les recettes de stationnement (à hauteur de 4 M€) jusqu'aux recettes du Planétarium (200 000 € en 2016), en passant par le produit de collecte des déchets (2,1 M€) et les recettes des piscines (1,9 M€).

Concernant les dépenses d'investissement, nous avons maintenu notre effort, en particulier sur le budget principal, avec une hausse de 2,7% des dépenses réelles d'investissement hors la dette. Dans ce cadre, les principales opérations concernent les travaux de voirie dans le cadre de la prise de compétence, le volume de dépenses sur le contournement Nîmes-Montpellier et l'accélération des travaux d'accessibilité des bâtiments publics.

Un point important concerne le taux de réalisation de nos investissements : il s'est élevé en 2016 à 63%. Il s'agit d'un taux relativement bas qui s'explique par le fait que c'est la première année que nous exerçons la compétence voirie et qu'elle s'est avérée plus difficile à mettre en œuvre que ce que nous envisagions. Concernant le financement de l'investissement, le tableau à la page 13 montre que l'épargne brute participe à hauteur de 64%, l'emprunt, à hauteur de 13%, les subventions, à hauteur de 16% et le fonds de compensation de la TVA, à hauteur de 1%. Donc, la diminution de l'épargne brute montre l'impact de notre contribution au redressement des finances publiques, alors même que le transfert en plein exercice des compétences a généré une augmentation non compensée des dépenses de fonctionnement. Autrement dit, le transfert devait avoir lieu selon le principe général de neutralité budgétaire ; nous ne devons pas dépenser plus que ce que les maires dépensaient. En fait, des effets de seuil ont joué et la mise en place d'une organisation des services a conduit à ce que la Métropole doive dépenser une charge nettement supérieure à celle que les communes ont transmise. En page 14, vous avez l'évolution du taux d'épargne de 2007 à 2016 : vous noterez qu'il est orienté à la baisse, une baisse due à la diminution de nos dotations. En 2016, le recours à l'emprunt a été limité à 27 M€ (16 M€ pour le budget principal et 10 M€ pour le budget annexe) ; il est en baisse de 27% par rapport à 2015. Je vous rappelle que nous avons intégré dans notre dette, 29 M€ d'encours transférés au titre de la construction d'ouvrages et de la compétence voirie. Compte tenu de cette intégration, l'encours de dette est stabilisé à hauteur de près de 374 M€ pour le budget principal et de près de 960 M€ pour l'ensemble des budgets consolidés. A périmètre constant, nous avons désendetté la Métropole de 29 M€. Deux mots sur la dette : nous sommes dans une période marquée par des taux monétaires extrêmement bas. Dans cette conjoncture, nous pensons qu'il faut être, à peu près, à 50% en taux fixe et 50% en taux variable. Or, nous sommes à 55% en taux fixe et 45% en taux variable. Le taux moyen de la dette est de 2,64%. Nous avons deux prêts classés « 3E » sur la charte de Gissler, ce qui représente un montant de 26 M€. Il s'agit d'emprunts nécessitant d'être suivis avec une très grande attention. Nous avons sollicité et avons obtenu la garantie du fonds de soutien, au titre de l'article 6. Si le risque était confirmé,

nous ferions intervenir la SFIL. Par ailleurs, les ressources propres consolidées s'élèvent à 47,2 M€ : il s'agit essentiellement de subventions pour l'habitat (6 M€), pour l'espace public (8 M€) et pour le tramway (8 M€). Le produit des amendes de police s'est élevé, quant à lui, à 4,5 M€.

Je passe à la deuxième partie de mon exposé : les grandes réalisations de l'année 2016, essentiellement sur l'environnement (à hauteur de 100 M€), la culture, le sport et la solidarité (100 M€), les transports urbains (91 M€), le développement économique, l'aménagement des territoires et l'habitat (83 M€) et la voirie (81 M€) – le tableau qui est projeté vous en donne la répartition. Nous allons entrer dans le détail. Sur le premier chapitre (les transports en commun et la voirie), les investissements s'élèvent à 53,8 M€ et le fonctionnement à 118 M€. Les principales réalisations sont le bouclage de la ligne 4 du tramway (20 M€), l'investissement « espace public dans les communes » (24 M€) et l'achat de matériels roulants (4,1 M€). Sur le développement économique, l'aménagement des territoires et l'habitat, l'investissement représente 53 M€ qui se traduisent par des acquisitions foncières, l'aide à la pierre, la rénovation urbaine, le contournement Nîmes-Montpellier et la gare TGV (à hauteur de 20 M€), le schéma directeur d'aménagement numérique (1,7 M€) et l'urbanisme (1,4 M€). Dans le dossier qui vous a été remis, vous avez la répartition de ces investissements, en particulier à l'intérieur de chacun des pôles, pour ce qui concerne la voirie. Sur le développement économique, l'aménagement des territoires et l'habitat, l'investissement se chiffre à 53 M€, le fonctionnement à 30 M€. Il se répartit entre les zones d'activité (5 M€), l'immobilier d'entreprise (1,7 M€), les acquisitions foncières (1,9 M€). Je vous fais grâce de la suite, puisque vous pouvez le lire.

Troisième thème : l'assainissement, l'eau brute et l'eau potable. L'investissement s'élève à 15 M€, et le fonctionnement, à 10,7 M€. Les principales réalisations ont concerné l'assainissement dans les communes, la lutte contre les inondations, le schéma directeur d'assainissement et les investissements d'eau potable.

Concernant l'environnement et la gestion des déchets, l'investissement s'élève à 5,6 M€, et le fonctionnement, 92,4 M€. Principales réalisations : des matériels et équipements de collecte et de tri, l'usine de méthanisation et les installations de stockage des déchets.

Je passe au cinquième thème, celui de la culture. L'investissement a atteint 1,8 M€ ; le fonctionnement, 53 M€. Les réalisations y sont inscrites.

L'avant-dernier thème est celui des sports. L'investissement s'élève à 6 M€ ; le fonctionnement, à 33 M€.

Le dernier thème concerne les services funéraires, mais nous ne l'avons pas projeté – il figure dans le dossier.

Mes chers collègues, au total, ce compte administratif offre une situation financière saine nous permettant d'affronter l'avenir. Nous attendons des précisions sur la taxe d'habitation. Vous savez que le Président de la République a promis une diminution de 80% du nombre des citoyens qui payent cette taxe. Nous ne savons pas encore comment elle sera compensée. Elle peut être compensée par l'exonération : dans ce cas-là, la compensation a lieu à l'euro près. Elle peut avoir lieu par dotation : ainsi, en général, l'Etat « se débrouille » pour ne pas compenser en totalité. Nous attendons également des précisions sur le plan d'économies annoncé de 10 Mds. Nous ne savons pas comment il fonctionnera. Enfin, nous attendons le contenu du pacte proposé par l'Etat aux collectivités locales.

Mes chers collègues, j'ai été heureux de vous présenter ce compte administratif, d'abord parce qu'il est bon. Il s'agit du compte rendu de l'action qui a été réalisée au cours de l'année 2016. Elle a été réalisée par nous tous, Vice-présidents, Conseillers métropolitains et Administration, sous la présidence de Philippe Saurel. Je ne saurais donc m'en attribuer la paternité. Je vous remercie tous de votre apport à cette œuvre collective. Avec votre permission Monsieur le Président, je voudrais remercier tous ceux qui ont contribué à l'écriture de ce rapport, en particulier le service des finances et à l'intérieur de celui-ci, Madame BEREGI et Nathalie GANDREAU. Je vous remercie de votre attention. J'ai senti une certaine attention, ce dont je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Je propose que Max conduise la séance, à la fois les discussions et le vote, pour lequel je dois me retirer de la salle. Qui demande la parole ? Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, j'interviens au nom du groupe Libres et Humanistes pour vous dire

qu'un compte administratif découle d'une vision politique, qu'elle soit à court, moyen ou long terme et que nous ne partageons pas la totalité des orientations que vous avez prises.

Vous le savez, nous nous exprimons en Conseil métropolitain comme dans les différentes commissions auxquelles nous participons de façon régulière, pour donner notre avis, pour faire des suggestions qui ne sont pas toujours prises en compte. Pour l'instant, il en est ainsi.

Mais nous restons très vigilants et en même temps tout à fait collaboratifs, dans le sens où nous continuerons à vous donner nos idées et à vous faire part de ce que nous envisageons autant pour la Métropole de Montpellier, que pour les agents. C'est pourquoi aujourd'hui le groupe Libres et Humanistes s'abstiendra sur ce point. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame BRISSAUD. Monsieur LEVITA.

Monsieur le Président de la Métropole se retire.

M. R. YOUSSEF sort de séance.

Max LEVITA

Mes chers collègues, je vais procéder au vote. Il s'agit d'une opération un peu fastidieuse, mais il faut en passer par là.

Nous allons voter les dépenses de la section d'investissement. Au total, les dépenses se sont élevées à 210 594 000 €. Restes à réaliser : 27 967 000 €. Y a-t-il des votes contre ? Un contre. Des abstentions ? Trois abstentions.

Section d'investissement, recettes : 147 845 000 €. Restes à réaliser : 44 506 000 €. Je présume que le vote est le même. Même vote.

Section de fonctionnement, dépenses : 370 494 000 €. Restes à réaliser : 723 500 €. Même vote ? Même vote.

Section de fonctionnement, recettes : 444 006 000 €. Restes à réaliser : 0. Même vote ? Même vote.

Budget annexe des services funéraires : dépenses : 494 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'exploitation, recettes : 5 775 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses : 47 853 €. Restes à réaliser : 139 337 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, recettes : 695 387 €. Même vote ? Même vote.

Budget annexe de l'assainissement : dépenses : 16 690 000 €. Même vote ? Même vote.

Total des recettes : 33 291 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses : 32 933 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, recettes : 25 336 000 €. Même vote ? Même vote.

Budget annexe du service public de l'assainissement non collectif : 45 000 € en dépenses d'exploitation ; 115 000 € en recettes. Même vote ? Même vote.

En section d'investissement, dépenses : 312 €. Même vote.

[Section d'investissement], recettes : 4 088 €. Même vote ? Même vote.

Budget annexe du service de l'eau brute : dépenses d'exploitation : 120 000 €. Même vote.

En recettes d'exploitation : 167 000 €. Même vote.

En dépenses d'investissement : 60 000 €. Même vote.

En recettes : 65 000 €. Même vote.

Budget annexe de l'eau potable : section d'exploitation, dépenses : 3 342 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'exploitation, recettes : 9 272 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses : 2 397 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, recettes : 3 568 000 €. Même vote ? Même vote.

Budget annexe transports : dépenses dans la section d'exploitation : 87 347 000 €. Il reste 852 000 € à réaliser. Même vote ? Même vote.

En recettes d'exploitation : 118 646 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses : 88 175 000 €. Il reste 5 416 000 € à réaliser. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, recettes : 62 580 000 €. Il reste à réaliser 3 363 000 €.

Dernier budget annexe, celui des parkings : section d'exploitation, dépenses : 356 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'exploitation, recettes : 800 000 €. Même vote ? Même vote.

Section d'investissement, dépenses : 9 692 €. Il n'y a rien en « restes à réaliser ».

Section d'investissement, recettes : il n'y a pas de recettes dans cette section. Même vote ? Même vote.

Mes chers collègues, je vous remercie.

AFFAIRE N° 5 : FINANCES - CLOTURE DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. le Président entre en séance.

Monsieur le Président
Max LEVITA.

Max LEVITA

Mes chers collègues, nous avons créé une régie de l'eau potable au 1^{er} janvier 2016. Donc, nous clôturons ce budget annexe. L'intégration des résultats du budget annexe au budget principal, ainsi que les écritures vous seront présentés dans le cadre du budget supplémentaire. Donc, je vous demande simplement de procéder à la clôture du compte et d'accepter que les résultats du compte administratif soient intégrés au budget supplémentaire, lors du budget annexe.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 : FINANCES - REPARTITION 2017 DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Max LEVITA

Mes chers collègues, cette année, le montant qui a été alloué à la Métropole s'élève à 12 071 000, en baisse par rapport à 2016 de 3,8%. La répartition de ces 12 M€ a été ainsi faite : 6 000 000 € ont été affectés à la

Métropole et 5 666 265 € ont été affectés aux communes. L'attribution globale des communes est en baisse de 13,9%. Toutes les communes voient leur attribution baisser. Dans le calcul, sont intégrés le coefficient d'intégration fiscal et le potentiel financier par habitant, en tenant compte de la population. Vous avez sous les yeux cette répartition entre les communes, une répartition établie suivant le système traditionnel.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur REVOL.

René REVOL

Quand discuterons-nous de ce qui va remplacer les PIC ?

Monsieur le Président

Pardon ? Je n'ai pas entendu.

René REVOL

Quand discuterons-nous de ce qui va remplacer les PIC ?

Monsieur le Président

D'abord, il faut réunir la conférence des Maires. Au mois de septembre. Je le dis pour ceux qui ne connaissent pas le dossier : nous allons réinstaller des PIC (Projets d'Intérêt Communautaire), mais sous une autre forme et avec d'autres règles, de telle sorte que les communes puissent en bénéficier pour les projets d'intérêt intercommunal, comme nous l'avions affirmé à travers le pacte de confiance des maires. Il s'agit de la continuité du pacte de confiance des maires. Le député suppléant rigole. Il a raison de rigoler ; il faut en profiter, tant qu'on est joyeux.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 : FINANCES - REVERSEMENT DE TAXE D'AMENAGEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

Mme V. PEREZ et M. C. COUR sortent de séance.

Max LEVITA

Mes chers collègues, la taxe d'aménagement a été transférée à la Métropole. Initialement, elle devait être répartie entre la Métropole et les communes d'une certaine manière. Aujourd'hui, après discussions avec les maires, en fonction du pacte dont vient de parler le Président, nous vous proposons de laisser à chaque maire la possibilité de calculer ce qui reste dans cet axe à la Métropole et ce qui est reversé à la commune, étant entendu que ce rapport (part conservée par la Métropole et part reversée par la commune) est un choix de chaque commune et qu'il sera proposé chaque année. Autrement dit, les maires auront la possibilité de modifier, pour chaque exercice budgétaire, la répartition entre la commune et la Métropole.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - APPEL A MANIFESTATION D'INTERET DE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE (ADEME) « DEPLOIEMENT D'UNE PLATEFORME TERRITORIALE DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HABITAT » SUR LA METROPOLE - VALIDATION DU PLAN D'ACTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des précisions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE MONTAUD – ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

M. A. MOYNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Personne ? Monsieur le Maire, vous êtes obligé de vous exprimer sur cette affaire ; c'est la loi.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, je veux rassurer l'assemblée : tout va bien à Montaud ; tout va bien entre les élus.

Monsieur le Président

Nous ne sommes pas inquiets.

Joël RAYMOND

Nous avons déjà validé le PADD à l'unanimité. Je vous le propose, en espérant qu'il reçoive le même « verdict » dans cette assemblée. Je vous remercie de m'avoir donné la parole.

Monsieur le Président

Je vais tâcher de le faire voter à l'unanimité, Monsieur le Maire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Mission accomplie.

Le Conseil prend acte.

M. P. BONNAL sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme M.C PANOS.

AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET DE CREATION DE TROIS AIRES DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP) - TRANSFORMATION DES ZONES DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL, URBAIN ET PAYSAGER (ZPPAUP) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SAINT JEAN DE VEDAS - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) FONTAINE PONTOU POUR LA REALISATION DE 2 LOTS A BATIR SUR LA PARCELLE AN8 - CONVENTION AVEC LA SOCIETE REAL IMMO PROMOTION - CONVENTION DE REVERSEMENT AU SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. PEREZ et M. C. COUR entrent en séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PIOCH DE BAILLOS - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNE DE PEROLS A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LES ETUDES PREALABLES A LA DETERMINATION DU POTENTIEL TOURISTIQUE ET A LA FAISABILITE DE L'AMENAGEMENT DES BERGES DU CANAL ET DU PORT DE PEROLS - SECTEUR DE L'AVRANCHE - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mmes I. MARSALA, V. BARTHAS-ORSAL, M. J. RAYMOND sortent de séance ;
M. C. COUR sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. LEVY-RAMEAU ;
Mme C. JABADO sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. R. REVOL.*

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Pérols.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, je me félicite de cette convention entre la Métropole et l'Agglomération du Pays de l'Or, qui va permettre de mettre en avant une collaboration entre nos deux institutions pour développer la partie du Sud de notre commune et du territoire de la métropole. Donc, merci pour cette convention.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Qui souhaite prendre la parole ? Madame GIANIEL.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, je me permets d'apporter un petit éclairage sur ce dossier. Le secteur de l'Avranche que la commune de Pérols partage avec la commune de Mauguio Carnon se situe à l'extrême Sud de la commune ; environ un tiers se situe dans la commune de Pérols et deux tiers dans la commune de Carnon. Ce secteur triangulaire est délimité par la RD66 au Nord-Est, c'est-à-dire la quatre-voies qui fait le lien entre Montpellier et la Grande-Motte, le canal du Rhône à Sète, au Sud et le canal de Pérols, à l'Ouest.

Le canal de Pérols constitue le seul point d'échange hydraulique et biologique entre la mer Méditerranée et l'étang de l'Or ; il est vital. Le canal est également le chemin d'accès au petit port traditionnel de Pérols, depuis le port de Carnon.

Pour ce qui concerne Pérols, la totalité du secteur de l'Avranche se situe en zone rouge du PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondation) et constitue donc une zone d'aléa fort en termes d'inondations, c'est-à-dire plus d'un mètre au-dessus du terrain naturel. A cet aléa lié aux crues du bassin versant, va prochainement s'ajouter celui de la submersion marine, avec des effets pouvant être cumulatifs. En matière d'urbanisme, la zone est classée « zone naturelle » de longue date. Seuls des activités d'exploitation et d'animation du port et des projets de développement portuaire et de valorisation de l'entrée de la commune y ont autorisés. Il me paraît important de rappeler ces contraintes et ces règles parce qu'elles s'appliquent en premier lieu aux habitants de Pérols, Monsieur le Président. Aujourd'hui un particulier ne peut plus construire indument un garage ou une extension de son habitation dans les zones rouges, et même les zones bleues du PPRI. Pour les élus, il peut être difficile de faire passer ce message, mais je crois que c'est préserver les populations et l'avenir de notre territoire que de le faire nôtre et de le porter. Ce message passe parfois mal. En effet, il passe mal, Monsieur le Président, quand un établissement à caractère purement commercial, important, avec bar, restaurant, discothèque, piscine, c'est-à-dire sans aucun lien avec une activité portuaire, s'installe dans le secteur sans permis de construire en s'octroyant le droit de remblayer sur plus d'un mètre avec des enrochements lourds, de façon à se placer hors d'eau, ce qui est parfaitement illégal, et en construisant en dur, dans un secteur où le démontable est la règle, et qu'il déverse allégrement ses eaux usées qu'elles soient issues de la préparation des repas ou des toilettes, sans aucune dépollution, directement dans le canal de Pérols, dont je soulignais l'importance au niveau hydraulique et biologique juste avant. Cerise sur le gâteau : l'établissement empêche le voisinage de dormir jusqu'à des heures indues de la nuit. Monsieur le Président, le secteur de l'Avranche à Pérols a été et reste un secteur de forte crispation citoyenne. Il conviendra sur ce secteur de regagner la confiance de nos concitoyens qui s'inquiètent et qui ne veulent pas que perdure la situation actuelle d'implantation d'activités économiques en dehors de la loi, loi qu'eux-mêmes respectent. Je me suis faite depuis longtemps le relais de leurs attentes légitimes et même si j'ai toute confiance en la Métropole de Montpellier et en son mandataire compétent, la SPL L'Or Aménagement, pour étudier avec sérieux et pragmatisme d'éventuels aménagements publics de l'Avranche à Pérols, ce soir, je m'abstiendrai sur cette affaire.

Monsieur le Président

Merci Madame GIANIEL. Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD

Chers collègues, une question : nous avons eu connaissance d'une étude qui a été commandée en 2013 par les Voies navigables de France. Cette étude a tout de même coûté 104 000 €. Nous voudrions savoir si vous aviez eu les résultats, en quoi la convention que nous devons voter aujourd'hui va porter des éléments supplémentaires ou complémentaires à cette étude et si, comme le soulevait Madame GIANIEL, il existe une incompatibilité entre les résultats de cette étude et le projet en cours sur cette zone.

Monsieur le Président

Madame BRISSAUD, les études antérieures seront intégrées dans l'étude que nous votons aujourd'hui.

Anne BRISSAUD

Mais avez-vous des résultats à nous présenter ?

Monsieur le Président

Madame BRISSAUD, ne me demandez pas d'instruire le dossier ; je ne suis pas technicien de l'urbanisme.

Anne BRISSAUD

Cette étude date de 2013.

Monsieur le Président

Nous l'intégrerons dans la réflexion. Qui plus est, en 2013, je n'étais pas aux commandes.

Anne BRISSAUD

Oui, mais les résultats datent de 2013, il y a moins de quatre ans.

Monsieur le Président

Les résultats seront intégrés dans l'étude de 2017.

Anne BRISSAUD

Vous savez à quel point nous sommes vigilants sur les dépenses dans notre Métropole, l'objectif étant de parvenir à redonner du revenu disponible à nos concitoyens. Dans ce cadre-là, nous cherchons à savoir si nous n'aurions pas pu faire l'économie de cette étude, si des résultats sont d'ores et déjà disponibles.

Monsieur le Président

Je comprends votre interrogation, mais en 2017, nous lançons une étude qui aura pour but de nous donner les limites des possibilités urbaines sur l'ensemble du triangle de l'Avranche.

Anne BRISSAUD

Personne dans cette assemblée ne peut nous présenter les résultats d'une étude de 2013 aujourd'hui, c'est cela ?

Monsieur le Président

Vous voulez me mettre au travail derechef toute la nuit pour présenter une étude, alors que je ne suis pas spécialiste de l'urbanisme.

Anne BRISSAUD

Pourquoi commander une autre étude, si l'on a déjà des résultats ? Voilà ce que je vous demande, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

En 2017, nous commandons une étude et dans cette étude, seront intégrés l'ensemble des paramètres que nous possédons dans les services (ceux de l'Etat et ceux de la Métropole).

Je mets aux voix l'affaire 14. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cinq abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée (5 abstentions).

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - ZAC EXTENSION EUREKA - GARANTIE D'UN EMPRUNT DE 2 500 000 EUROS DE LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS entre en séance.

Mme F. JAMET sort de séance.

Monsieur le Président

Ne prennent pas part au vote : Madame MIRALLES, Monsieur TORTORICI, Monsieur LEVITA et Monsieur KRZYZANSKI.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (4 NNPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame Patricia MIRALLES, Monsieur Sauveur TORTORICI, Monsieur Max LEVITA et Monsieur Pascal KRZYZANSKI

AFFAIRE N° 16 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - OPERATION D'AMENAGEMENT CENTRE D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) CONCESSIONNAIRE AUPRES DE LA BANQUE POSTALE - AUTORISATION

Mmes V. BARTHAS-ORSAL et I. GUIRAUD entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 16 : Commune de Saint Georges d'Orques, opération d'aménagement Centre d'Orques ; garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier (SA3M).

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 NPPV Mme JANNIN).

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION – POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE – COMMUNE DE LATTES, SECTEUR « SAPORTA » - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes C. HART et I. GIANIEL, MM. J. VERA, J. MALEK, et G. BALAZUN sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 17 : Politique foncière en faveur de l'activité économique, commune de Lattes, secteur de Saporta ; convention d'anticipation foncière avec l'établissement public foncier Languedoc-Roussillon. Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, deux interrogations à la lecture de cette délibération. D'abord, sur le nombre d'hectares. Je ne vois pas 50 hectares dans cette zone ; je ne pense pas que nous ayons 50 hectares. Ensuite, sur la délimitation de la zone. Il est indiqué qu'elle est située entre les deux nouvelles infrastructures, ce que je ne pense pas. Elle est située entre l'ancienne infrastructure autoroutière (l'A9 devenue boulevard urbain) et l'A9 nouvelle. Je crois que deux erreurs ont été commises dans l'écriture de la délibération. Je ne suis pas certain. Je voudrais qu'un technicien la vérifie, avant que nous la votions.

Monsieur le Président

Je vous propose de retirer l'affaire, s'il y a des problèmes au niveau des limites. Ou nous pouvons la voter en tenant compte...

Cyril MEUNIER

Attendez, je ne suis pas sûr de moi sur les 50 hectares. En revanche, sur la position de la zone de Saporta, je crois que c'est la bonne formulation (« entre l'ancienne autoroute et la nouvelle autoroute »). Nous pouvons changer la formulation. Je ne sais pas s'il y a un technicien ou si les services peuvent nous donner la réponse. Je ne pense pas qu'il y ait 50 hectares sur la zone. Il y a 50 hectares ? D'accord. Elle est bien située entre la nouvelle autoroute et l'ancienne autoroute ? Donc, il faut changer la formulation.

Monsieur le Président

Donc, vous prenez compte dans le procès-verbal, des modifications demandées par le Maire de Lattes.

Madame JANNIN et Madame TOUZARD ne prennent pas part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame Stéphanie JANNIN et Madame Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - AMENAGEMENT DU SECTEUR DES JASSES A SAINT JEAN DE VEDAS - CONVENTION DE TRANSFERT DE GESTION AVEC SNCF RESEAUX DES PARCELLES AS N°1, 179, 180 ET AO N°204 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 19 : HORS COMMISSION - POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION OPERATIONNELLE SECTEUR « CŒUR DE VILLAGE » AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Affaire reportée

AFFAIRE N° 20 : HORS COMMISSION - POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE TYPE ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LA COMMUNE DU CRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame JANNIN et Madame TOUZARD ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2NPPV).

Ne prennent pas part au vote : Madame Stéphanie JANNIN et Madame Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION AU TITRE D'ESPACES NATURELS SENSIBLES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AVIS

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RESIDENCE SOCIALE JEUNES ACTIFS "DIVER'CITY" - ZAC EUREKA, LOT 18A A CASTELNAU-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE ADOMA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. DEWINTRE sort de séance.

M. J. RAYMOND entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur, le Vice-président, Noël SEGURA ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 110 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RESIDENCE SOCIALE JEUNES ACTIFS « ODE A LA JEUNESSE » - ZAC ODE 2, LOT FE2-1 A PEROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « OPALINE » - ZAC OVALIE LOT 20 A1 A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. MARSALA entre en séance.

Mme A. BRISSAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur CASTRE, Monsieur COTTE, Monsieur EL KANDOUCI, Madame LEVY-RAMEAU, Madame MIRALLES, Monsieur SAVY, Madame JANNIN et votre serviteur ne prennent pas part au vote.

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (8 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Monsieur Gérard CASTRE, Monsieur Robert COTTE, Monsieur Abdi EL KANDOUCI, Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Madame Patricia MIRALLES, Monsieur Jean-Luc SAVY, Madame Stéphanie JANNIN et Monsieur Philippe SAUREL.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 94 LOGEMENTS SOCIAUX A LATTES, PEROLS ET PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES ECOLES A SAINT GEORGES D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Je mets aux voix, Madame JANNIN ne prenant pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 NPPV).

N'a pas pris part au vote : Madame Stéphanie JANNIN.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS - RESIDENCE ETUDIANTE « VEYRASSI » - AVENUE DU PIC SAINT-LOUP A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « INITIALE », 1 653 AVENUE VILLENEUVE D'ANGOULEME A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Dray-Fitoussi ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 NPPV).

N'a pas pris part au vote : Madame Michèle DRAY-FITOUSSI.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE DE LA CONDUITE DES OPERATIONS OPAH-RU ET THIRORI DE MONTPELLIER / GRAND CŒUR - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIER SAINT-GUILHEM/LAISSAC/SUD-COMEDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT ET DE DEUX COPROPRIETES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE SIX LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI sort de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/ FIGUEROLLES /NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 3 LOGEMENTS ET UNE COPROPRIETE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT - REHABILITATION D'UNE COPROPRIETE DEGRADEE DE 139 LOGEMENTS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A 49 PROPRIETAIRES OCCUPANTS DE LA COPROPRIETE « LES FLAMANTS ROSES », QUARTIER LES HAUTS DE MASSANE A MONTPELLIER - DELIBERATION N°12145 DU 06 FEVRIER 2014 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES - DELIBERATION N°14340 DU 14 DECEMBRE 2016 – MODIFICATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CESSION DES PARCELLES CADASTREES AI N°200 ET 204, SISES COMMUNE DE PEROLS A MONTPELLIER DEPANNAGE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Qui souhaite des renseignements complémentaires auprès du rapporteur, Chantal Marion ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC CANNABE - COURNONTERRAL - BILAN DE LA CONCERTATION - BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DE L'EXAMEN AU CAS PAR CAS PREALABLE A LA REALISATION D'UNE ETUDE D'IMPACT - ENJEUX ET OBJECTIFS DE L'OPERATION - PERIMETRE D'INTERVENTION PREVISIONNEL - PROGRAMME ET BILAN FINANCIER PREVISIONNELS

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE PROJET PALMES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ASSOCIATION FACE HERAULT - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CLUB D'ENTREPRISES FACE HERAULT SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Madame Hart ne prend pas part au vote.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 NPPV).

N'a pas pris part au vote : Madame Clare HART.

AFFAIRE N° 39 : COHESION SOCIALE - CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2017 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès de Catherine Dardé ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 : COHESION SOCIALE - ASSOCIATION LE PASSE MURAILLE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITE SOCIALE "METIERS DU TERTIAIRE ET DE LA COMMUNICATION" - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 : COHESION SOCIALE - ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - CONVENTIONS CONCLUES ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA GESTION DES AIRES DE BIONNE A MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - ATTRIBUTION DE L'AIDE AU LOGEMENT TEMPORAIRE 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A EL KANDOUSSI entre en séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité. Pardon, Catherine Dardé.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, comme j'ai appris par la presse que nous aurions certainement un Conseil extraordinaire le 5 juillet prochain au cours duquel ma délégation serait supprimée, je voudrais quand même, parce que je suis bien élevée et que j'ai une bonne éducation, remercier tous les collaborateurs de la Ville et de la Métropole qui ont travaillé avec moi sur ce dossier de la politique de la Ville ; je parle du service de la Cohésion sociale, du service du Développement économique et du service du GIP, désormais intégré à la Métropole ; je parle de tous ceux qui ont signé le Contrat de Ville et qui ont travaillé avec nous sur l'élaboration et la mise en œuvre du contrat (services de l'Etat, du Département, de la Caf, etc.). Je voudrais dire que chacun s'est beaucoup investi dans ce dossier et les remercier chaleureusement. Nous avons travaillé ensemble dans un esprit de service pour les habitants de ces quartiers. Les enjeux sont énormes. Nous n'avons certainement pas réalisé l'ensemble des objectifs, mais je pense que nous avons bien travaillé pour donner espoir aux habitants de ces quartiers. Merci à tous.

Monsieur le Président

Merci Catherine.

Je mets aux voix l'affaire 41. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - ORGANISMES EXTERIEURS - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT (ALEC) - MODIFICATION DES STATUTS - APPROBATION - REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DESIGNATION

M. JL MEISSONNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de désigner plusieurs candidats. Je vous propose de désigner les candidats suivants : Titina DASYLVA, Eliane LLORET, Béatrice MICHEL et Jackie GALABRUN-BOULBES.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix... Oui, Madame TOUZARD ?

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, je prends note des nouveaux représentants que vous proposez pour l'Agence Locale de l'Energie et du Climat de Montpellier. Jusqu'à présent, j'étais représentante et Présidente de cette agence. J'ai, pendant trois années, beaucoup apprécié de collaborer avec toute l'équipe de l'ALEC qui fait un travail formidable dans le cadre de la rénovation énergétique auprès des communes. Nous avons proposé, en accord avec les services de la Métropole et avec Madame LLORET, de faire évoluer les statuts de l'ALEC pour mieux prendre en compte la participation des communes autres que Montpellier dans la gouvernance de cette agence. Je me réjouis donc que cette modification de statut soit votée aujourd'hui. Je comprends que je ne suis pas proposée pour représenter l'Agence Locale de l'Energie et du Climat pour la Métropole, ce soir. Etant donné que je n'ai jamais rencontré de problème au niveau de l'ALEC et de sa gouvernance, je fais l'hypothèse que cela est dû au fait que j'ai décidé de ne pas, avec l'unanimité de mon équipe municipale, rejoindre le groupe La République en Marche que vous venez de créer.

Monsieur le Président

[La République en Marche] et Apparentés.

Isabelle TOUZARD

Je tiens ici à signaler que la liste « Murviel, notre avenir », à Murviel-lès-Montpellier, qui s'est présentée pour la première fois en 2014 face à trois autres listes, et élue à 60% des voix dès le premier tour, est une liste divers gauche, citoyenne et écologiste. Cette liste n'est pas plus proche de la France Insoumise – comme je l'ai lu dans la presse –, que du Parti socialiste, des partis du centre ou de la République en Marche. Par contre, nous avons pris un engagement face à nos électeurs en 2014 et nous le tiendrons pendant tout le mandat. Donc, nous ne rejoindrons pas un groupe politique ou apparenté politique à un parti politique de la Métropole, par respect du contrat que nous avons eu avec nos électeurs. Nous estimons à Murviel que ce faisant, nous sommes en plein dans l'esprit de la République en Marche et dans les principes qu'elle annonce. Or je suis au regret de constater que, par exemple, dans l'exécutif de la Métropole, même si je comprends tout à fait qu'un groupe Les Républicains en Marche et Apparentés soit créé, l'exclusivité soit donnée à ce groupe-là. Il me semble que l'esprit d'« En Marche » est, non pas d'exclure, mais de rassembler, y compris les démarches citoyennes dans la gouvernance. Je suis désolée de cet état de fait.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention Madame TOUZARD. Sachez bien qu'il s'agissait de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat de Montpellier et que théoriquement elle aurait dû être proposée à un élu de la Ville de Montpellier, chose que je n'ai pas souhaitée. Je vous avais demandé à l'époque de bien vouloir assurer la présidence, pour que tout soit bien clair.

Isabelle TOUZARD

Si vous me le permettez, j'ai beaucoup apprécié. J'imagine que nous passons aujourd'hui dans une autre ère, dans une autre façon de gérer et de gouverner la Métropole. Mais à ce moment-là, j'ai beaucoup apprécié, comme beaucoup d'autres décisions que vous avez prises Monsieur le Président, le fait d'associer plus étroitement les communes dans ce type d'association et tous ces acteurs qui travaillent en partenariat avec la Métropole ou émanant de la Métropole. Je rappelle seulement que les nouveaux statuts que nous venons de voter ouvrent justement l'ALEC à l'ensemble des communes.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD. Je mets aux voix l'affaire 42. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 43 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNEE 2016 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès d'Isabelle GUIRAUD, Vice-présidente ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - AUTORISATION

M. T. DEWINTRE entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur, Pierre Bonnal?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 : BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - ECOLOTHEQUE - ACTUALISATION DES TARIFS DE L'ACCUEIL DE LOISIRS - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du Vice-président, Jean-François AUDRIN ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 46 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - AVENANT 2017 A LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JL MEISSONNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Permettez-moi de présenter cette affaire, d'autant plus que, d'après ce qui est paru dans la presse récemment, je n'aurai plus cette délégation sans doute à partir du 5 juillet, si nous recevons une convocation à cette date. Dans le cadre de la politique agro-écologique et alimentaire, depuis deux ans, j'ai mis en place avec vous et après consultation de l'ensemble des 31 communes, un plan d'action en partenariat avec la Chambre d'agriculture et avec d'autres acteurs. Le plan d'action consiste à mettre en place un travail de mobilisation foncière et d'installation agricole dans la Métropole, notamment par une réflexion sur la transmission des exploitations et sur la préfiguration d'associations foncières agricoles, sujet que nous allons aborder avec la Chambre d'agriculture cette année dans le cadre de l'avenant à la convention qui vous est proposée ce soir. Cet axe est un support important du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) et constitue un volet de la politique agricole permettant non seulement de montrer comment nous allons compenser la consommation des terres agricoles, mais également plus largement de déployer notre politique agricole sur l'ensemble du territoire.

Je traite d'un seul jet l'ensemble des trois affaires. Avec la Chambre d'agriculture comme avec les autres partenaires, nous allons favoriser l'approvisionnement local, comme nous l'avons montré lors de la Conférence des Maires, tout récemment – lundi dernier –, accompagner le processus de structuration des filières alimentaires pour mieux connecter l'offre à la demande et mettre en place un guide interactif et collaboratif des circuits alimentaires de proximité.

Avec la Chambre d'agriculture comme avec les autres partenaires, nous allons renforcer la mobilisation citoyenne et mettre en valeur les initiatives locales ; nous allons également travailler, avec un autre partenaire, sur l'appui à l'innovation dans l'agroalimentaire ; nous allons promouvoir la diversité des produits et des pratiques du territoire, grâce à un calendrier territorial des événements et entamer avec la Chambre d'agriculture un diagnostic territorial de la filière vitivinicole. Par ailleurs, nous associons les partenaires à la réflexion engagée sur les démarches intégrées d'aménagement qui permettent de réfléchir à la place de l'agriculture dans les ZAC, par exemple. Concernant la Chambre d'agriculture, l'affaire 46 porte sur un avenant à la convention que nous avons déjà votée, l'année dernière. Pour les affaires 48 et 49, il s'agit de conventions nouvelles avec des partenaires nouveaux, que sont le Réseau INPACT Occitanie, avec lequel nous travaillons beaucoup notamment sur les questions de circuits courts et d'installation d'agriculteurs d'un nouveau type, et Sud et Bio.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD. Je vais donc mettre les affaires 46, 48 et 49 au vote, si vous en êtes d'accord. Qui demande la parole ?

Affaire 46 : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération n°46 est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - AVENANT 2017 A LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER SUP AGRO, L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) ET LE CIRAD - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame TOUZARD et Madame MARION ne prennent pas part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame Isabelle TOUZARD et Madame Chantal MARION.

AFFAIRE N° 48 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA FEDERATION INPACT OCCITANIE (INITIATIVES POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE ET TERRITORIALE) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération n°48 est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC SUD ET BIO, L'ASSOCIATION INTERPROFESSIONNELLE REGIONALE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la délibération n°49 est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC AGROPOLIS INTERNATIONAL - CONTRAT PLAN ETAT-REGION (CPER) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. YAGUE sort de séance.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD, vous avez la parole.

Isabelle TOUZARD

Merci Monsieur le Président. Il s'agit de signer, dans le cadre du CPER, un accord avec Agropolis, une association loi 1901, dont la Métropole est membre fondateur, qui assure en quelque sorte l'interface avec l'ensemble de la communauté scientifique, l'international, les acteurs de l'innovation et la société civile dans le domaine de l'agroenvironnement et de la biodiversité. Il faut savoir qu'à Montpellier, 2 800 chercheurs et 5 000 étudiants sont concernés par l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la biodiversité. Dans le cadre de cette convention qui s'élève, pour l'année 2017, à un montant de 75 000 €, nous avons dressé un plan d'action, avec entre autres, l'organisation des Assises nationales de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable, des Assises nationales qui se tiendront à Montpellier en 2018 et qui regrouperont l'ensemble des élus, des agents et des services de l'ensemble des Villes, Métropoles, Départements et Régions de France qui ont des politiques dans le domaine. Différentes actions de moindre importance sont également citées ici. Il convient de citer le projet AgroVallée, un projet de développement et d'implantation d'entreprises innovantes dans le secteur agroalimentaire, qui est mené en étroite concertation avec le Schéma d'accueil des entreprises. Nous avons également inclus dans la convention, l'accueil des manifestations classiquement scientifiques qu'organise Agropolis. Donc, nous vous demandons de voter cette subvention. Avant de laisser la parole, je voudrais profiter de cette dernière affaire pour remercier du fond du cœur l'ensemble des services de la Métropole, et ils sont nombreux. En effet, la politique agro-écologique et alimentaire est transversale et concerne de nombreuses directions, avec lesquelles j'ai eu plaisir à concevoir et à mettre en œuvre cette politique.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame TOUZARD. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : CULTURE - CREATION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE "MONTPELLIER CONTEMPORAIN" - APPROBATION DES STATUTS - REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION - DESIGNATION

Monsieur le Président

Il s'agit du MoCo, qui est le « triptyque » Panacée/Centre d'art contemporain/Ecole des Beaux-Arts. Nous vous proposons comme représentants de la Métropole de Montpellier : Bernard TRAVIER, Isabelle MARSALA, Roger CAIZERGUES, Thierry BREYSSE et Jackie GALABRUN-BOULBES ; en qualité de personnalité qualifiée : Vanessa Bruno et Marie-Christine CHASE.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE - MEDIATHEQUES - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT AUX FRAIS REELS DANS LE CADRE DES RENCONTRES LITTERAIRES DE LA MEDIATHEQUE CENTRALE ÉMILE ZOLA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT AVEC LE GROUPE LA POSTE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE GROUPE D'ENTRAIDE MUTUELLE (GEM) DES BEAUX-ARTS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 : CULTURE - MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL ET LE CENTRE NATIONAL DU CINEMA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je vous rappelle qu'une cellule de l'INA est présente à l'intérieur même des locaux de la Médiathèque Emile Zola.

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE - MEDIATHEQUES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DU LABEL BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE DE REFERENCE - APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 : CULTURE - CHARTE DU RESEAU DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL METROPOLITAIN - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE - CONVENTION DES ECOLES ASSOCIEES AU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. BODKIN sort de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE - RELOCALISATION DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA VILLE DE MONTPELLIER - ENGAGEMENT

Monsieur le Président

Nous allons installer le Conservatoire à Rayonnement Régional sur la friche de l'ancienne maternité de Montpellier. Il travaillera avec le Théâtre du Hangar qui appartient à la Métropole, et qui fait l'objet de travaux très importants pour donner des cours d'art dramatique. Il s'agit d'un projet de 35 M€.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 60 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - COUPE DU MONDE DE FOOTBALL FEMININ 2019 - STADE DE LA MOSSON - LETTRE D'ENGAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A L'ATTENTION DE LA FEDERATION FRANÇAISE DE FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PETIT sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit de la lettre d'engagement. Vous savez que nous avons été retenus pour le Mondial 2019. Il s'agit là de confirmer, par une lettre, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole et de faire exécuter l'ensemble des obligations. Cela est très important pour nous, car nous avons été en concurrence avec beaucoup de villes. Je vais vous donner le nom des villes retenues : Grenoble, Lyon, Le Havre, Nice, Reims, Rennes, Paris, Valenciennes et Montpellier. Je vous invite à venir vendredi prochain pour le match amical France-Belgique, à la Mosson. Il faut venir nombreux car il s'agit d'un match de préparation qui compte pour la Coupe d'Europe 2017 aux Pays-Bas.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE - ANIMATIONS ESTIVALES 2017 - NOUVEAU TARIF - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 62 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - SUBVENTION COMPLEMENTAIRE POUR LE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO - FONDS SPECIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 63 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT SPORTS CLUB - SAISON SPORTIVE 2017-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 64 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - PALAIS DES SPORTS RENE BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - SAISON SPORTIVE 2017-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes I. GIANIEL, C. HART et M. F. ABERT entrent en séance.

René REVOL

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR LE MOIS DE JUILLET 2017 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 66 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PAPI2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - COMPLEMENT DE L'ETUDE DE CARACTERISATION DES ALEAS PREALABLES A L'IDENTIFICATION DES ZONES DE DEVELOPPEMENT URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES

Mmes A. BRISSAUD et I. GIANIEL, MM. A. MOYNIER et E. PETIT entrent en séance.

Mme P. DANAN, MM. J.F AUDRIN, P. DUDIEUZERE et G. LANNELONGUE sortent de séance.

Monsieur le Président

Pardon ? Je n'entends pas.

Clare HART

Je voudrais prendre la parole sur un sujet sportif qui n'est pas directement lié, mais dont la situation est urgente. Chers collègues, je voudrais tirer la sonnette d'alarme concernant le sort du Montpellier Méditerranée Futsal. L'équipe Elite, qui évolue en D1, a été demi-finaliste à la Coupe de France de futsal. Or aujourd'hui, il bénéficie du plus petit budget de D1 de France et se retrouve donc en grande difficulté. Il faut savoir également que le club anime des cours sportifs et de soutien scolaire quatre jours par semaine pour 160 enfants, dont 30 jeunes filles en équipe féminine. Le club organise des sorties pour les enfants qui ne partiraient pas en vacances autrement. Donc, il a une vraie utilité sociale au-delà du sport. Ce club se situe dans le quartier du Petit Bard ; il est la fierté de ce quartier-là. Mais il rayonne bien au-delà. En effet, il reçoit des jeunes de toute la métropole, de Mèze, de Béziers et de Sète. Pour la saison prochaine, il faut savoir que le club n'a pas de gymnase homologué et ne dispose pas de créneaux en gymnase. Donc, je voudrais vous demander ce soir de recevoir le club et les dirigeants pour leur permettre de continuer à exister et de faire le bon travail qu'ils font, au-delà de l'aspect sportif. Merci.

Monsieur le Président

Madame Hart, Monsieur ABERT va vous répondre.

Monsieur ABERT

J'entends vos interrogations. Je tenais tout d'abord à vous dire que si le club en est là, c'est bien évidemment grâce aux structures de la Ville qui sont mises à sa disposition toutes les semaines pour qu'il puisse s'entraîner. Donc, la Ville est bien derrière le club. Il faut savoir que cette année, le club a eu l'occasion de jouer dans une salle magnifique, la salle René-Bougnol, où le MHB joue fréquemment. Il a donc pu offrir un très beau spectacle, grâce à la Ville et à la Métropole, chose que j'ai peu entendu ces derniers temps. Je voudrais également revenir sur un point : vous parlez de filles qui s'entraînent au club. Je me suis rapproché de la ligue et du district qui ont l'ensemble des licenciés. Malheureusement, aucune fille n'est licenciée à la ligue ou au district de football de l'Hérault. Donc, je me pose quelques petites interrogations. Par ailleurs, je voulais préciser que le travail est fait grâce aux infrastructures de la Ville mises à disposition et que la Ville subventionne le club, tout comme la Métropole. Donc, il faut remettre les choses à leur place : sans la Ville, le club ne serait pas là où il est et il ne disposerait pas des créneaux pour s'entraîner ; un gymnase lui est quasiment dédié pour les entraînements.

Clare HART

Si je peux répondre, nous n'avons pas les mêmes informations, Monsieur ABERT: les filles sont bien licenciées et sont régulièrement présentes. J'ai vu les jeunes filles jouer et participer au soutien scolaire. Il y a une vraie volonté dans cette équipe de promouvoir le sport féminin. Par ailleurs, ce club manque de créneaux, au point qu'il est en train de refuser des inscriptions pour l'année prochaine, ce qui n'est pas normal. Donc, il y a un véritable problème à ce niveau-là. Je vous demande simplement de les recevoir et d'essayer de démêler cette situation qui existe depuis trop longtemps. Le fait de se réunir autour d'une table, avec une volonté de régler les problèmes, devrait permettre de les résoudre. Le club a du soutien par ailleurs ; il a actuellement des contrats de service civique de la part de la Préfecture. Donc, il est soutenu et reconnu. Encore une fois, il est la fierté d'un quartier, mais pas seulement. Le club est en D1, il reçoit 20 000 € de subventions, par rapport à une moyenne de 150 000 € pour d'autres clubs de D1, en futsal, en France. Il y a un écart ; je voulais souligner ce problème.

Monsieur le Président

Madame Hart, les problèmes sont nombreux, mais je n'en discuterai pas en séance publique. D'abord, je discuterai avec vous, avant de recevoir le club.

Clare HART

Je voudrais vraiment qu'une réunion soit organisée avec les dirigeants de ce club.

Monsieur ABERT

Les filles ne sont pas licenciées, c'est une certitude – rapprochez-vous du district. Certes, elles peuvent s'entraîner, mais cela pose un problème de sécurité et d'assurance.

Clare HART

Je voudrais que l'on aille [sur place], que l'on s'asseye autour d'une table et que l'on essaie de démêler cette situation.

Monsieur le Président

Nous n'allons pas « passer le réveillon » sur ce sujet. J'ai entendu votre demande : je me rendrai au Petit Bard, à l'improviste.

Jackie GALABRUN-BOULBES.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir à tous. Il s'agit d'une demande d'aides financières pour compléter des études liées au SCOT, pour la prise en compte des risques dans le périmètre du SCOT, mais aussi au niveau des bassins versants hydrographiques, qui viseront à apporter des solutions globales et hiérarchisées au travers d'aménagements dans les futurs secteurs ruraux et sur l'espace public existant. Il s'agit là de réflexions pour le PLUI. Voilà pourquoi des études complémentaires doivent être conduites.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE CLAPIERS - AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RUISSEAU DES CANAUX - APPROBATION DE L'AVANT-PROJET - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur, Jackie GALABRUN-BOULBES ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU POTABLE - PROGRAMME D'ACTIONS DE PROTECTION DE L'AIRE D'ALIMENTATION DES CAPTAGES DU FLES A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES - APPROBATION

Mme F. JAMET et M. J.F AUDRIN entrent en séance.

M. J.L SAVY sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL.

René REVOL

[Il s'agit d'un secteur] sur lequel nous avons fait une étude depuis un an et demi maintenant. Celle-ci a abouti : elle concerne la présente affaire et la suivante. Cette zone de captage concerne une zone qui s'est beaucoup dégradée en termes de qualité, ce qui nous amène à trouver une compensation pour amener de l'eau potable à Villeneuve-lès-Maguelone. En y regardant de plus près, la dégradation est liée, d'une part, à des infiltrations dans la zone immédiate de la zone de captage (dus certainement à certaines pratiques agricoles), d'autre part, au ruissellement sur l'ensemble du triangle d'aménagement de cette zone qui va jusqu'à Cournonterral et Grabelas. Il s'agit là des effets de ruissellement qui aboutissent à la rivière, puisque la Mosson présente la caractéristique d'avoir des liaisons assez fortes avec la nappe souterraine. La dégradation se produit par ces biais. Nous avons décidé un programme d'action. Je tiens ici à souligner que nous avons travaillé ensemble avec Madame Touzard, qui va compléter mes propos immédiatement après. En effet, il existe, derrière, toute une opération d'accompagnement de la profession agricole, mais pas que ; il y a également un accompagnement de tous les acteurs du territoire, afin qu'ils adoptent des comportements conformes. [Sont concernés] les zones de transport, les activités industrielles et commerciales, les particuliers. Les collectivités ont bien entendu été saisies de ce dossier. Donc, c'est un point important. Isabelle, si tu veux dire un mot.

Isabelle TOUZARD

Merci René. [Ce dossier] montre bien comment nous avons pu gérer cette question très transversale eau et agriculture, dans cet espace autour du forage du Flès. Il y a vraiment une complémentarité des politiques publiques. Cet exemple montre comment il est possible de combiner les moyens et les possibilités de subvention et d'appui (en l'occurrence, l'Agence de l'Eau) pour arriver à atteindre nos objectifs. Il s'agit d'un exemple intéressant. Je voulais également remercier Catherine DARDE, dans le cadre de la Politique de la Ville. En effet, concernant l'alimentation durable, nous avons pu regrouper nos moyens pour travailler dans ce sens-là (à la fois sur les volets agriculture, alimentation et accès à l'alimentation pour les populations les plus défavorisées).

Monsieur le Président

Merci. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix l'affaire 68. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée (1 abstention).

Mme C. DARDE sort définitivement de séance.

AFFAIRE N° 69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU POTABLE - ARTICULATION DES POLITIQUES PUBLIQUES AUTOUR DE LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU - RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL EN CHARGE DE LA COHERENCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU ET LA POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE - DEMANDES D'AIDES FINANCIERES

Monsieur le Président

Monsieur REVOL.

René REVOL

Elle est complémentaire de la délibération précédente. Nous mettons en œuvre immédiatement une des actions contenues dans la délibération précédente, pour mener cette animation, avec un financement de l'Agence de l'Eau. Cela nous permettra de mettre au travail cette personne, très rapidement.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - EAU POTABLE - SUSSARGUES - CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE D'ACHAT D'EAU EN GROS AU SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mmes A. YAGUE, P. DANAN et M. BODKIN et M. G. LANNELONGUE entrent en séance.
M. H. MARTIN sort de séance.*

René REVOL

Sur ce sujet, vous avez déjà délibéré plusieurs fois. Vous savez que la commune de Sussargues – Madame LLORET le sait bien pour s'être battue sur ce dossier – voit son forage se dégrader de manière quantitative et qualitative. Cela nous amène à faire un investissement important pour faire un raccordement avec le réseau. Etant donné que Sussargues est au milieu de la zone de Garrigues Campagne, nous avons engagé des discussions avec ce syndicat mixte, avec lequel nous avons des relations étroites et cordiales, qui ont abouti à définir une convention pour lui acheter un certain montant d'eau et pour le payer à un prix juste (autour de 30 cts le mètre cube). Il s'agit d'une convention assez significative, qui va permettre de déboucher sur des travaux rapidement, à la fin de l'année prochaine, afin que Sussargues soit enfin sécurisée dans son alimentation en eau potable.

Monsieur le Président
Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE DU FAUBOURG FIGUEROLLES - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

René REVOL

Il s'agit de deux délibérations. Ce ne sont pas de petits investissements, puisqu'il s'agit de reprendre le réseau d'eau potable et le réseau d'assainissement sur une zone relativement importante (vers Figuerolles et la cité Gély). Ces travaux vont être engagés au cours de l'année 2018 ; ils vont profondément sécuriser la zone. C'est la raison pour laquelle il faut une convention entre la Régie des eaux et la Métropole, afin de partager la maîtrise d'ouvrage, comme nous le faisons depuis deux ans de manière très étroite.

J'en profite pour présenter l'affaire suivante, si vous me le permettez Monsieur le Président. Cela concerne l'allée de Paris. La logique est la même : actuellement, au bas du Petit Bard, les eaux usées sont amenées à faire un détour très important sur un réseau très ancien. Il s'agit de faire une continuation et de mettre en place un dérivé beaucoup plus rapide. Là aussi, les travaux seront importants. Il faut une co-maîtrise d'ouvrage. Ces travaux d'importance seront réalisés au cours de l'année 2018. Il faudra prendre soin de communiquer avec les riverains et les habitants pour leur expliquer en quoi cet investissement est important pour la préservation de leur vie et du milieu naturel.

Monsieur le Président

Si personne ne demande la parole, je mets l'affaire 71 aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée (1 abstention).

AFFAIRE N° 72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE DE MONTPELLIER - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ALLEE DE PARIS - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée (1 abstention)

Monsieur le Président

Madame Hart, j'attends toujours les factures du voyage à Dubaï. J'ai le rapport de l'expert.

AFFAIRE N° 73 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ASSAINISSEMENT COLLECTIF - PARTICIPATION FINANCIERE DES ZAC ET PUP AU FINANCEMENT DES NOUVELLES STATIONS D'EPURATION DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER ET SAINT GEORGES D'ORQUES - APPROBATION

M. P. DEDIEUZERE entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole au rapporteur René REVOL ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 74 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

René REVOL

Deux mots pour vous dire qu'à la suite d'une discussion entre la Métropole et la Régie des eaux qui, comme vous le savez à la personnalité morale, il s'est agi d'adopter une convention d'objectifs. La Métropole est l'autorité organisatrice et la Régie exécute. Il fallait donc une convention. La discussion s'est engagée. Il fallait prendre en considération le fait que la Métropole apporte de l'ingénierie à la Régie et que cette ingénierie doit être rémunérée. Nous avons trouvé les équilibres nécessaires aux deux institutions et aux deux budgets, ce qui permet à la Métropole de pouvoir mener son action auprès de la Régie.

Je voudrais préciser que tant que le Président de la Métropole ne m'a pas signifié officiellement que mes délégations m'étaient retirées, elles ne me sont pas retirées, et tant que cette assemblée n'a pas supprimé mon poste de Vice-Président, j'assumerai totalement mes responsabilités. Je suis toujours prêt à les poursuivre autant que faire se peut, comme je l'ai fait jusqu'à maintenant.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention et de la clarté de vos propos, Monsieur REVOL.

Je mets aux voix l'affaire 74. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

AFFAIRE N° 75 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - POURSUITE ET EXTENSION D'UNE EXPERIMENTATION BENEFICIAANT D'UN TRAVAIL DE RECHERCHE SUR L'ADOPTION DE COMPORTEMENTS ECO RESPONSABLES DES USAGERS D'UNE ZONE URBAINE DETERMINEE - DEMANDE DE SUBVENTION

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, sachant que Madame MIRALLES, Monsieur TORTORICI, Monsieur LEVITA et Monsieur KRZYZANSKI ne prendront pas part au vote tout à l'heure.

Cyril MEUNIER

Très rapidement, nous avons lancé une expérience, à partir de la Mantilla et sur l'avenue du Mondial 98, de conduite de *coaching* des habitants qui ont eu la possibilité d'y adhérer. 70 % des gens y ont adhéré. Nous avons eu des résultats sur la consommation électrique, sur la gestion des déchets, sur beaucoup de choses. Ceci étant, l'expérience portant sur 800 logements, nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas suffisant. Nous avons donc décidé de la démultiplier à hauteur de 6 000 logements dans le quartier de la Pompignane et une partie d'Antigone. A ce niveau-là, nous mesurerons le poids du suivi de la pédagogie qui peut être nécessaire, afin que tout un chacun, nous en premiers, devienne écoresponsable et prenne conscience que tous les actes accomplis vis-à-vis de la consommation d'eau, d'électricité, de la gestion des déchets et de bien d'autres choses sont essentiels à l'inscription dans l'avenir. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier. Je mets aux voix l'affaire 75. Contre ? Abstentions ? Monsieur Domergue, excusez-moi, vous m'avez demandé la parole. Je ferai voter après votre intervention.

Jacques DOMERGUE

Je voulais poser une question à Monsieur Meunier. Le problème de Montpellier dans le domaine des déchets est lié au choix qui a été fait d'une usine de méthanisation, dont on nous dit le plus grand bien, même si le rapport de la Cour des comptes est beaucoup plus critique à l'égard de ce dossier. Un des points faibles de la Ville de Montpellier, c'est l'absence ou la faiblesse du tri sélectif en amont qui pourrait permettre de rendre efficace, le principe de la méthanisation. J'ai vu récemment qu'il existait, pour des personnes éco-irresponsables, c'est-à-dire qui ne font pas du tri sélectif en amont, des containers de tri automatisés qui séquentiellement orientent les différents composants des déchets, de telle sorte que le tri qui n'est pas fait par la personne est fait par l'appareil. Est-ce que Monsieur Meunier a cette notion en tête ? Cela est-il imaginable à Montpellier pour compenser cette éco-irresponsabilité ?

Monsieur le Président

Allez-y Monsieur MEUNIER, puis je donnerai mon avis à Monsieur DOMERGUE.

Cyril MEUNIER

Avant que le Président étale sa science sur ce genre de choses, je vais étaler mon incompetence : je n'ai jamais entendu parler de cet outil. Donc, je ne peux pas vous donner d'avis. J'ai entendu parler de beaucoup de choses, des mesures de restriction, de mesures diverses et variées, mais pas de cet outil. En revanche, j'aimerais vous reprendre sur le début de votre propos, Monsieur Domergue : l'usine de méthanisation fonctionne très bien. Cette année, 30 000 tonnes de compost normé vont sortir de l'usine. Nous avons dorénavant un début de digesteur qui fonctionne exclusivement avec des biodéchets. Donc, nous allons dans le bon sens depuis trois ans, depuis que j'ai repris la vice-présidence ; il s'agit d'un pur hasard, j'ose le croire. Nous avons relancé une gestion équilibrée et bénéficiaire d'un certain nombre de nos outils. En particulier sur Amétyst, que nous avons remise en état de marche, dans l'état d'esprit qui était celui que nous avions lorsque nous l'avions lancée il y a 8 à 10 ans. Amétyst fonctionne très bien. Le rapport dont vous faites état porte sur la période précédente, où de nombreuses difficultés avaient été rencontrées. Tout n'était pas faute de conception ou de concept. Nous avons eu beaucoup de difficulté lors du lancement d'Amétyst.

Le tri sélectif est-il suffisant ? La réponse est « non ». Si vous avez quelque souvenir de mes interventions, si vous m'avez fait le plaisir de m'écouter, je vous ai poussé à trier et à faire l'acte civique et écologique de bien trier les biodéchets. Oui, nous avons besoin de biodéchets. Un plan régional est en train de se mettre en place – sa mise en œuvre a un peu tardé, mais le voilà lancé –, sur lequel il va falloir que l'on renégocie avec l'Etat, les zones de compétences et les zones de capacité de réception des déchets, en particulier des biodéchets. Nous avons fait l'année dernière des propositions pour recevoir des biodéchets industriels qui venaient d'une partie beaucoup plus large que ce que le plan départemental ou la loi nous autorisait. L'Etat ne nous a pas suivis, mais petit à petit nous y arriverons. Un gros travail reste à faire dans les trois ans à venir. Je souhaite bon courage à qui le remplira. Merci.

Monsieur le Président

La réponse vous satisfait-elle, Monsieur DOMERGUE ?

Jacques DOMERGUE

En partie, mais vous savez que chaque fois que Monsieur Meunier parle, je l'écoute avec beaucoup d'attention. Je veux lui dire que ces dernières semaines, à l'occasion de la période électorale, je me suis promené dans le quartier et j'y ai rencontré l'association de Garosud, que vous ne recevez pas souvent mais que vous connaissez bien. J'ai pu constater, contrairement à ce qui m'avait été dit, que le problème des odeurs n'était toujours pas résolu. J'ai constaté, à cette occasion, les mêmes phénomènes qui avaient été décrits il y a plus d'une dizaine d'années, sur lesquels la Métropole a investi beaucoup d'argent, avec des résultats qui me paraissent encore aujourd'hui insatisfaisants, tout au moins au travers de ce que disent ceux qui vivent à côté. Ce n'est pas le cas de Monsieur Meunier, mais ceux qui vivent à proximité disent que les problèmes ne sont pas résolus.

Ensuite, sur le problème de l'efficacité de cette structure, un rapport de la Cour des comptes montre que la Ville de Montpellier compense de manière éhontée – je parle de la Métropole –, un système qui n'a pas l'efficacité attendue. Une des raisons de cette inefficacité est le manque de tri en amont. Il y a aujourd'hui un satisfecit. Mais s'il est légitime que la responsable à la Ville veuille nous faire visiter cette usine – je veux bien y aller –, je crois qu'il y a encore du travail à faire pour la rendre optimale et opérationnelle.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Comme Monsieur Meunier, je n'ai jamais entendu parler des robots pour faire le tri. En revanche, l'acte citoyen me paraît essentiel dans la conscience du fait que l'on protège la planète. Donc, rien ne peut finalement remplacer la pratique manuelle.

Je mets aux voix l'affaire 75. Contre ? Abstentions ? Un contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 contre, 4 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame Patricia MIRALLES, Monsieur Sauveur TORTORICI, Monsieur Max LEVITA et Monsieur Pascal KRZYZANSKI.

AFFAIRE N° 76 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRANSPORTS EN COMMUN - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. H. MARTIN et J.L. SAVY entrent en séance.

M. C. MEUNIER sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de voter un tarif spécial pour les demandeurs d'asile. Ce tarif s'élève à 3,40 € mensuels. Ne sont concernés que ceux qui bénéficient de l'allocation pour demandeur d'asile, mentionnée par la Préfecture.

Qui demande la parole ? Madame JAMET.

France JAMET

Je ne vais pas vous décevoir, encore que cela mettrait un peu de piment dans cette soirée où tout baigne dans le consensus et dans le non-dit. Encore une fois, vous êtes toujours en orbite, dans les hautes sphères. Si vous redescendiez un peu sur Terre, Monsieur le Président, vous vous rendriez compte de la situation de nos compatriotes. Je continue de dire que vous avez des éléments de langage (« 0% d'augmentation d'impôts »), mais j'attends toujours de voir le tramway à un euro. Au regard de la situation de certaines personnes, de certains publics, des étudiants, et dans un département qui est pratiquement le plus touché de France par la précarité et le chômage, il me semble dommage que vous ayez perdu ce lien avec les préoccupations de nos concitoyens. Vous proposez un tarif préférentiel aux migrants qui, je vous le rappelle, sont entrés clandestinement sur notre territoire. Ma préférence à moi va prioritairement à mes compatriotes. Donc, je voterai contre ce tarif préférentiel.

Monsieur le Président

Je connais le discours, mais ce que vous avez dit est faux, parce qu'il s'agit de personnes déclarées par la Préfecture.

France JAMET

Non, elles sont rentrées clandestinement. La Préfecture a peut-être jugé utile ou nécessaire d'étudier l'éventualité d'une prise en charge, d'un statut du demandeur d'asile, qui est totalement dévoyé – vous le savez. Je ne vois pas pourquoi ces tarifs préférentiels sont accordés à des migrants entrés clandestinement, alors que nos compatriotes n'ont pas autant de compassion de votre part.

Monsieur le Président

Elles bénéficient de l'allocation pour demandeur d'asile. Ce sont à ces personnes-là que s'adressent les abonnements que je vous ai indiqués tout à l'heure. Madame HART.

Clare HART

C'est toujours la même rengaine, c'est toujours le même discours, c'est toujours la même chose. Arrêtez le Front national, d'opposer nos pauvres et les autres ! Cela suffit ! Ces personnes sont déclarées par la Préfecture ; elles ont été accueillies par la France. Vous n'avez pas le droit de faire cela. Je peux vous garantir que les personnes qui sont en difficulté sont les plus accueillantes. Donc, vous vous trompez de cible. Essayer de créer cette mauvaise ambiance autour de nos réfugiés est absolument inacceptable. Donc arrêtez de faire cela ! On ne joue pas avec la pauvreté, Madame. Cela suffit !

Monsieur le Président

Monsieur REVOL.

René REVOL

Pour aller dans le sens de ce que disait Monsieur le Président, pour en connaître beaucoup et pour en accueillir à Grabels, la majorité d'entre eux ne sont pas rentrés illégalement sur le territoire. Il ne s'agit donc pas de migrants, mais de demandeurs d'asile. Ils sont reconnus comme demandeurs d'asile, et leur dossier est traité par la Préfecture. Malheureusement, seuls 30% environ sont acceptés et ont le droit d'asile. Il n'est accordé qu'à un tiers d'entre eux ; les deux tiers des demandes ne sont pas accordées. Une partie d'entre eux se retrouvent dans des zones intermédiaires sur le plan juridique et une autre partie repart. Il s'agit donc pour nous d'accompagner le fait que l'Etat français, la République permet à ces personnes de pouvoir faire valoir leurs droits, ce droit d'asile étant inscrit dans notre Constitution. Je vous signale qu'ils doivent, pendant les jours ouvrables, aller dans une association, se faire enregistrer, aller en Préfecture. Donc, le problème du déplacement est essentiel, et la difficulté est plus grande encore quand ils sont à l'extérieur de la métropole (sauf pour ceux qui sont à Clermont-l'Herault, où ils peuvent utiliser le bus à un euro). Il est aberrant qu'ils ne puissent pas se rendre à une obligation que la République leur impose. Ils n'ont pas de quoi payer tous les jours pour se rendre. Donc, il ne s'agit pas du tout d'une facilité accordée par la Métropole. Il s'agit tout simplement d'accompagner les lois actuelles de la République.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT et Madame YAGUE conclura.

Henri ROUILLEAULT

Il faut évidemment voter cette délibération. La France est depuis très longtemps l'un des premiers pays qui a ratifié la convention internationale sur le droit d'asile. C'est quelque chose de tout à fait fondamental. Nous pouvons tous un jour ou l'autre avoir besoin de faire appel à cette convention – on ne sait pas de quoi est faite la vie qui est longue et complexe. Il est vraiment important que le droit d'asile soit défendu. L'Etat met des moyens. Il s'agit là d'un complément par la Métropole en matière de transports. Je pense qu'il faut vraiment le soutenir.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Madame BOUALLAGA s'est rajoutée à la liste.

Sabria BOUALLAGA

Apparemment, il faut être sur ce terrain de façon légale pour bénéficier d'un titre de transport. La France est une terre d'accueil. Même s'ils sont rentrés dans l'illégalité, il faut savoir pourquoi ils sont rentrés sur le territoire. Ce n'est souvent pas un choix, pour en avoir fréquenté quelques-uns. Donc, je pense que cette délibération est tout à fait honorable. Mais nous pouvons effectivement nous poser la question pour les Montpelliérains, du véritable tramway à un euro. Nous pourrions la remettre sur la table.

Monsieur le Président

Le ticket de tramway à un euro existe. En achetant un carnet de 10 tickets, vous avez 10 tickets à un euro. Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Après toutes ces tergiversations, je voudrais remettre les choses dans leur contexte : les demandeurs d'asile, ceux qui ont droit à l'ADA, représentent environ 300 personnes sur notre territoire. Voulez-vous priver 300 personnes d'avoir un droit aux transports, au regard des 450 000 personnes sur notre territoire qui, elles, peuvent en bénéficier ? Vous parlez d'un tarif préférentiel ; ce n'en est pas un. Il s'agit d'un tarif social, parce que dans notre ville, dans notre territoire, nous voulons être solidaires. La solidarité est une valeur que nous voulons porter haut, que nous voulons porter longtemps et que nous voulons porter auprès de toutes les populations en difficulté. Nous avons eu la chance dernièrement de rencontrer Monsieur Carrière, lors d'un Conseil municipal...

Monsieur le Président

Il s'agit de Jean-Claude CARRIERE.

Annie YAGUE

Il a dit que nous avons la chance de vivre dans un pays de droits. Donc, tous ceux qui sont accueillis chez nous doivent pouvoir y accéder. Le tarif de 3,40 euros est accessible aux demandeurs d'emploi, s'ils ont des revenus inférieurs à 1 500 euros ; il est également accessible à ceux qui sont suivis dans le cadre du RSA et qui ont signé un contrat d'engagement envers l'Etat. Donc, ce tarif n'a pas été créé pour les demandeurs d'asile. Il existe déjà, et nous avons souhaité l'ouvrir [aux demandeurs d'asile], parce que cela nous semble juste. Une société qui n'est pas juste n'est pas une société de démocratie. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 76. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 contre).

AFFAIRE N° 77 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES DONNEES ENTRE AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 78 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2017 DE TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX SECS ET DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - CONVENTIONS AVEC LE SYNDICAT HERAULT ENERGIES (SHE) - DELIBERATION CADRE DE DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Rabii YOUSSEUS.

Rabii YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues, les travaux d'enfouissement électrique sont éligibles à des subventions du syndicat mixte Hérault Energies. Il vous est donc proposé d'approuver le programme de travaux 2017 concernant les communes de Saint Jean de Védas, de Beaulieu, de Murviel-lès-Montpellier, de Saint Georges d'Orques et de Grabels et de solliciter les subventions correspondantes auprès du syndicat Hérault Energies.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 79 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION D'AUTORISATION DE RACCORDEMENT AU RESEAU D'EAU DE LA NOUVELLE FACULTE DE MEDECINE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur Rabii YOUSSEUS ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 80 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - RECALIBRAGE RD26 ET RD26E1 ET AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT DOUX ENTRE MAUGUIO ET BAILLARGUES – CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE ET LA DEPARTEMENT DE L'HERAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. H. DE VERBIZIER et J. DOMERGUE sortent de séance.

Rabii YOUSSEF

Dans le cadre de l'aménagement de la PME de Baillargues, la Métropole cofinance avec l'Agglomération du Pays de l'Or, le recalibrage de la RD26 et de la RD26E1, entre Baillargues et Mauguio. Avec le transfert des routes départementales, la maîtrise d'ouvrage de ce projet revient pour une part à la Métropole. Afin de poursuivre ce projet en assurant sa cohésion, il est proposé de signer avec le Département une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, pour lui permettre de terminer les études au niveau projet. Cette convention pourra éventuellement être complétée ultérieurement par la voie d'avenant.

Monsieur le Président

Cela a fait partie des discussions lors du transfert de la compétence voirie du Département à la Métropole.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 81 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRANSFERT DES ROUTES CLASSEES DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL - VOIRIES SITUEES EN LIMITE DE PERIMETRES DE COMPETENCE - CONVENTION DE GESTION AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du Vice-président, Rabii YOUSSEF ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 82 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRANSFERT DES ROUTES CLASSEES DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL - CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT POUR LE DEBROUSSAILLEMENT DES ABORDS DES ROUTES TRANSFEREES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 83 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRANSFERT DES ROUTES CLASSEES DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL - CONVENTIONS AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT POUR LA MAINTENANCE MULTI TECHNIQUE ET L'ENTRETIEN DES BATIMENTS MIS A DISPOSITION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 84 : CULTURE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES AU DEPLACEMENT DE MESSIEURS LILIAN THURAM, PARRAIN DU PROJET DEMOS ET LIONEL GAUTHIER PRESIDENT DE LA FONDATION " EDUCATION CONTRE LE RACISME" A L'OCCASION DE L'OFFICIALISATION DE LA CONVENTION RELATIVE AU PROJET DEMOS PAR MONSIEUR LE PRESIDENT P. SAUREL - APPROBATION

*MM. H. DE VERBIZIER et J. DOMERGUE entrent en séance.
Mme F. JAMET sort définitivement de séance.*

Monsieur le Président

Oui, Madame BOUALLAGA ?

Sabria BOUALLAGA

Je voudrais m'exprimer au nom du groupe Libres et Humanistes. Sur cette affaire, bien entendu, nous n'allons pas nous abstenir. Il s'agit du vote d'une subvention pour un déplacement d'une valeur de 400 €. Néanmoins, j'aimerais faire un comparatif avec les décisions qui vous sont directement rattachées, Monsieur le Président, puisque conformément à l'article L.52-11, alinéa 10 du code général des collectivités territoriales, vous êtes amené à prendre des décisions hors vote. Aussi, pour faire ce comparatif, par la décision n° D2/20/17 alinéa 462, vous avez décidé la mise en place d'une salle de musculation provisoire dans le cadre de l'accueil d'un groupe de nageurs de haut niveau au centre nautique Neptune (lot n°1, d'une valeur de 49 856 € et lot n°2, un préfabriqué d'un montant de 239 403,71 €). Nous pourrions faire l'éloge de toutes les décisions que vous prenez hors vote ; nous pourrions également parler de celle qui fait partie de la direction des Mobilités, d'une valeur de 3 778 000 €, pour l'acquisition de 11 bus. Mon raisonnement est le suivant : en la circonstance, il s'agit de voter une subvention de 400 €. En parallèle, on a chipoté, quand Madame Hart a voulu défendre le futsal, pour une subvention de 20 000 €. Ici, vous prenez une décision provisoire – je lis la délibération – « dans le cadre de l'accueil d'un groupe de nageurs de haut niveau au centre nautique Neptune, avec un préfabriqué provisoire pour une durée de 70 jours ». Je veux bien que l'on m'explique que certaines personnes n'ont pas fait les choses de façon légale et qu'elles ne sont pas totalement en règle. Mais quand je vois une telle délibération votée, pour une décision provisoire, avec de l'argent public – il s'agit tout de même de 239 000 € – je suis à même de me poser des questions.

Monsieur le Président

Madame BOUALLAGA, les décisions qui sont prises vous sont remises. Vous en prenez acte.

Vous pouvez intervenir. Tout à l'heure, je vous ai donné la parole. Vous n'êtes pas intervenue tout à l'heure, donc vous le faites maintenant.

Sabria BOUALLAGA

Non, cette intervention était prévue. Je fais seulement le lien : on chipote pour 20 000 €. En parallèle, vous votez des décisions de 3 000 000 €. Je n'ai pas fait état de toutes les décisions que vous prenez, Monsieur le Maire. Il en existe une vingtaine. Ce sont des millions d'euros que vous distribuez.

Monsieur le Président

Je ne vous en veux pas. Ce que je veux vous dire, c'est qu'il faudra peut-être que nous réformions le fonctionnement de cette collectivité. Nous en avons parlé avec les Maires ; nous risquons de devenir comme le Conseil général, avec une vingtaine d'affaires et une commission permanente. Comme la Région. En effet, aujourd'hui, les séances du Conseil régional ne sont pas très fréquentes. Le Conseil Régional se réunit tous les deux, trois mois.

Sabria BOUALLAGA

Je ne suis pas au Conseil régional, mais au Conseil de Métropole. Je dis juste, Monsieur le Président, que vous nous faites voter une subvention de 400 €. Je ne suis pas en train de la critiquer. Mais en parallèle, vous prenez des décisions provisoires à 240 000 € – il s'agit tout de même d'argent public – que nous ne votons pas.

Monsieur le Président

Je vous ai écouté, j'ai tout compris. Je vous ai compris. Je pense qu'à un moment, il faudra que nous nous résolvions collectivement à choisir le fonctionnement du Conseil général ou du Conseil régional. Les choses se passent de la façon suivante : il y a un ordre du jour pour certaines affaires importantes, et une commission permanente se réunit. Tout à l'heure, nous avons passé 45 minutes sur les garanties d'emprunt des logements sociaux dans les communes. Nous pourrions peut-être faire un vote simple en commission permanente. Donc, je comprends ce que vous dites. Cela mérite une révision du fonctionnement général de l'assemblée.

Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Nous avons transféré au Président un certain nombre de compétences. C'est dans ce cadre que ses décisions nous sont communiquées. En l'occurrence, la décision ne fait pas partie des compétences transférées. Donc, il faut que nous la votions.

Sabria BOUALLAGA

Je dis juste que nous ne pouvons pas voter une décision sur un transport, visiblement.

Monsieur le Président

C'est la loi.

Sabria BOUALLAGA

Nous payons le transport à cette personne.

Max LEVITA

Il est très important de noter dans cette décision, qu'il s'agit d'un paiement en frais réels. La plupart du temps – un certain nombre de mes collègues s'en sont plaints auprès de moi à juste titre –, les transports ne sont pas exprimés en frais réels, mais en frais administratifs, ce qui n'est pas la même chose. Les frais réels doivent passer à l'assemblée – c'est la loi.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 84. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC 2016 - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des précisions ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - RAPPORT D'ACTIVITE DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès d'Isabelle Guiraud ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PLAN ÉTAT REGION (CPER) 2015-2020 - VOLET MOBILITE MULTIMODALE - PROTOCOLE CADRE RELATIF AUX ETUDES D'AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT DU DOUBLET DE LIGNE ENTRE NIMES ET MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut prendre la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - LOI NOTRE - TRANSFERT DES COMPETENCES DU DEPARTEMENT - DOTATION DE COMPENSATION - ACTUALISATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit des dotations de compensation liées aux transferts. Je vous rappelle les trois compétences transférées : le FAJ (Fonds d'Aide aux Jeunes), le FSL (Fonds de Solidarité Logement) et la culture.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 89 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE TRANSFERT DE LA VOIRIE DEPARTEMENTALE - PERENNISATION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT - DEFINITION DES ENVELOPPES -AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 90 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE RECIPROCITE VILLE-CAMPAGNE "BOIS ET FORET" ENTRE L'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIERES D'OCCITANIE-LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET DE LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PROTOCOLE DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit là pour nous de passer une convention-cadre sur trois thématiques : le tourisme et les activités de pleine nature, le bois de construction et le bois énergie pour faire fonctionner les centrales à bois que nous possédons pour chauffer les quartiers. Auparavant, nous achetions le bois dans le Nord ou en Paca. Aujourd'hui, nous passons une convention pour valoriser les circuits de proximité avec le Parc du Haut-Languedoc. Avec Laurent JAOUL, nous sommes allés signer à Lacarne cette convention-cadre, par le plus triste temps de neige.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - COMMISSION CONSULTATIVE - SYNDICAT HERAULT ÉNERGIES - DESIGNATION DE REPRESENTANTS

Monsieur le Président

Nous vous proposons comme titulaire, Madame Titina DASYLVA, et comme suppléant, Monsieur Jean-Marc ALAUZET.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 92 : HORS COMMISSION - TARIFS DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN INTERCOMMUNAL - CONVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dans le cadre de la Fête de l'Aïd, l'association La Bergerie Languedocienne Montpellier a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise à disposition de l'Espace Rock, pendant la période des festivités du 1^{er} au 3 septembre 2017, comme l'an passé. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION - INDEMNITE DE FONCTION DES ELUS - MODIFICATION

Monsieur le Président

A la suite de la réforme des parcours professionnels, carrières et rémunérations, l'indice majoré sommital servant de référence à l'indemnisation des élus a été modifié.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION - CONSEIL DE DEVELOPPEMENT - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORTS, D'HEBERGEMENT, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ET DES TIERS INVITES A PARTICIPER A SES TRAVAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit de prendre en charge les frais de transports, d'hébergement et de restauration des membres du Conseil de développement, pour une valeur de 5 000 € par an.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 95 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (CCI) DE L'HERAULT POUR LE PRIX DE LA TPE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE POINT POUR LA COORGANISATION DE LA PREMIERE EDITION DE FUTURAPOLIS - SANTE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je vous rappelle simplement que Futurapolis est une manifestation qui a lieu à Toulouse et qui traite des innovations technologiques, notamment les voitures sans conducteur, les drones, etc. Nous avons imaginé faire la même chose sur les innovations en termes de santé et de le faire porter par le territoire montpelliérain. Cela aura lieu ici à l'Opéra Comédie, au mois d'octobre.

Donc, nous aurons un Futurapolis sur les innovations technologiques à Toulouse et un Futurapolis Santé, ici à Montpellier, les 13 et 14 octobre, avec des intervenants de classe internationale, des grands spécialistes mondiaux de la médecine et de la recherche. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Le prochain Conseil est un Conseil extraordinaire. Il se tiendra le 5 juillet, à 16h. Merci beaucoup, bonne soirée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.